



TOLERANCE

Des mots pour le dire

31 PERSONNALITÉS S'EXPRIMENT

JEAN-PAUL ANDRET • ERIC ANGELINI • PLASTIC BERTRAND • BENOÎT BLAMPAIN • JEFF BODART • CLOVIS • ANNIE CORDY • SANDRINE CORMAN • JEAN-PIERRE ET LUC DARDENNE • CÉCILE DE FRANCE

JEAN-JACQUES DELEEUV • JOËLLE DEMULDER • EMILIE DEQUENNE • ANNE GODERNIAUX • ROGER LABOUREUR • HADJA LAHBIB • PASCAL LEMAÎTRE • JACQUES MERCIER • BENOÎT MOULIN • MARC MOULIN

AMÉLIE NOTHOMB • LUC PIRE • FLORENCE REUTER • PHILIPPE REYNAERT • STÉPHANE ROSENBLATT • MICHÈLE SZWARCBURT • TOOTS THIELEMANS • SAM TOUZANI • JOSÉ VAN DAM • LAURENT VIOLON

Tolérance

Des mots pour le dire

EDITORIAL

La démocratie citoyenne à l'épreuve du national-populisme



Christian Dupont
Ministre de la Culture, de la Fonction publique,
de la Jeunesse et des Sports



Comme Ministre de la Culture, comme responsable politique mais avant tout comme citoyen, je suis très attaché aux valeurs démocratiques. Depuis toujours, je me suis engagé contre toute forme d'exclusion, de discrimination, de discours populistes, haineux, intégristes ou racistes.

Une société qui se construit sur le rejet d'autrui est destinée, à terme, à disparaître. L'Histoire, ancienne et contemporaine, le démontre par de multiples exemples.

Malheureusement, l'être humain retient rarement ces tristes leçons de l'Histoire.

D'aucuns s'empressent même d'exploiter ces pertes de mémoire. Dans des contextes sociaux et économiques difficiles, où nombre de leurs concitoyens vivent dans des conditions précaires, ils leur proposent des solutions simplistes telles que : «les femmes doivent rester au foyer pour éduquer les enfants», «les étrangers sont responsables du taux de chômage, il faut les renvoyer chez eux» ou encore «les syndicats doivent être supprimés», «il faut réprimer le droit de grève, les grèves nuisent à notre économie».

De telles propositions paraissent prometteuses de meilleurs lendemains. Cependant, chaque fois qu'elles ont été mises en œuvre, elles ont apporté des milliers, voire des millions de morts. Les personnes vivant des situations précaires ou difficiles qui y ont adhéré ont été parmi les victimes de ces politiques fondées sur le déni de la personne humaine.

Toutes nient les valeurs de solidarité, d'égalité, de justice sociale, comme le remboursement des soins de santé ou les allocations de chômage, auxquelles chacun d'entre nous est attaché.

Contrairement à ce que d'aucuns pensent, ces principes ne sont jamais acquis. Il faut sans cesse les réinterroger, les défendre, les faire progresser; particulièrement dans notre contexte de crise économique qui ne peut être résolue d'un coup de baguette magique en supprimant les droits de nos voisins et en niant par-là même nos propres droits.

C'est un combat de tous les jours auquel je vous convie tous, femmes, hommes, jeunes et moins jeunes, associations, fonctionnaires, ouvriers, chefs d'entreprise.

Il y a lieu d'agir au quotidien, de mettre nos valeurs en pratique, d'aller à la rencontre des personnes tentées par ces idéologies, de mieux les écouter, de comprendre les raisons de leur mal-être, de construire ensemble un projet de société où les droits de chacun, quelle que soit son origine ethnique ou sociale, sont défendus et promus. ■



Serge Hustache
Secrétaire général de
Présence et Action Culturelles



Il est des combats qui transcendent les engagements et les appartenances politiques. La lutte contre l'intolérance et les préjugés y est sans aucun doute en première ligne car la discrimination, qu'elle soit sociale, ethnique, religieuse ou sexuelle, est d'autant plus insupportable à tout démocrate qu'elle s'attaque à notre identité, au fondement le plus intime de nos valeurs et de nos convictions. En ce sens, la présente publication est un acte à la fois non politique et profondément politique. Il ne l'est pas dans la mesure où il ne défend pas le point de vue d'un parti ou d'un camp de la démocratie au détriment d'un autre, mais il l'est aussi parce que le premier devoir d'un citoyen, à plus forte raison lorsqu'il est un responsable public, consiste à défendre la démocratie, quand les valeurs qu'elle prône sont attaquées et menacées.

L'Histoire apporte la démonstration que la société démocratique ne peut, ni ne doit jamais accepter le moindre compromis avec les droites nationalistes et populistes parce qu'elles sont radicalement hostiles à ses principes fondamentaux. Tout démocrate veut qu'au sein de l'Etat, chacun jouisse des mêmes droits et des mêmes devoirs, sans considération préalable pour la couleur de sa peau, son origine ethnique ou sociale, ses convictions religieuses ou philosophiques.

Dans de nombreux domaines, comme la science, l'art ou le sport, notre patrimoine national s'est considérablement enrichi grâce à ces dialogues et ces rencontres entre les hommes et les cultures. Nous avons connu de nombreuses vagues d'immigration et nous avons probablement tous dans nos familles un aïeul plus ou moins lointain qui était un «étranger». L'un de nos prix Nobel, par exemple, Ilya Prigogine, né dans une famille juive à Moscou en 1917, est arrivé avec sa famille dans notre pays en 1929. Certains de nos chanteurs les plus populaires, comme Salvatore Adamo, Frédéric François, Lio, Sandra Kim -celle qui a offert à notre pays sa première victoire au concours eurovision de la chanson- ou Moustaki nous ont eux aussi apporté la spécificité de leur identité qui fait aujourd'hui partie de la nôtre.

Au demeurant, le racisme et l'antisémitisme sont des fléaux que le monde politique ne peut pas combattre seul. Si nous ne réagissons pas ensemble contre cette inclination, nous deviendrons tous cet autre de l'autre, celui qui n'est pas parfaitement conforme au modèle dominant. C'est pourquoi je tiens particulièrement à remercier les personnalités publiques qui, au nom de la tolérance, ont accepté de s'associer à la démarche. ■



© Belga 2003 / Yves Boncau

La tolérance

comme principe de la démocratie
citoyenne

▲
*L'équipe du Royal Excelsior Mouscron, entourée d'enfants du célèbre club de football
lors d'une campagne du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme*

La Belgique est aujourd'hui devenue, sous l'effet des déplacements de population, de la dynamique européenne et du développement économique, un pays aux cultures et aux religions multiples. Carrefour majeur de l'Europe, plaque tournante du commerce international, force motrice de la construction de l'Union européenne, la Belgique est, au même titre que plusieurs autres nations européennes, guettée par des foyers d'intolérance, signes visibles d'une société en profonde mutation financière, économique, bien sûr, mais peut-être avant tout sociale et culturelle. Souvent, le désœuvrement, le décrochage social, les problèmes économiques et le sentiment d'insécurité conduisent à la peur de l'autre et à son ostracisation. Les partis de la droite nationaliste et populiste ont largement exploité ce phénomène, récupérant le désarroi, le malaise même, que vivent certains d'entre nous depuis de trop nombreuses années. En faisant campagne sur l'étranger, celui qui par son histoire ou sa culture est désigné comme différent, dénoncé comme la cause unique d'un certain nombre des difficultés que nous connaissons comme le chômage, la délinquance ou l'insertion socio-professionnelle. Et en jouant sur l'identité nationale ou l'identité ethnique pour rallier à leurs thèses le plus grand nombre d'entre nous.

Une identité multiple

En ce début de millénaire, la Belgique comme ses pays voisins, se trouve à un carrefour historique. Le monde n'est plus qu'un grand village grâce au développement des technologies de l'information et des moyens de communication. La question de l'identité nationale

ne se pose plus dans les mêmes termes que depuis le 19^e siècle. Celle-ci était alors clairement identifiable et univoque car la question des appartenances sub-nationales ne se posait pas. Aujourd'hui, au contraire, nos traits identitaires sont devenus multiples. Nous sommes dans notre pays quelque 10 millions de citoyens belges, aux appartenances et aux origines beaucoup plus diversifiées que cela ne fut le cas par le passé. Nos cercles d'appartenances ethnique, philosophique, sociale, professionnelle ou culturelle, structurent davantage nos identités respectives, que l'on pourrait décrire comme des identités composites.

On peut rapprocher ce phénomène d'emboîtement identitaire progressif d'un mouvement plus global, initié au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par une construction européenne fondée sur la volonté des nations européennes de ne plus jamais se faire la guerre. A leurs yeux, il s'agissait d'apprendre à vivre ensemble, en respectant un corps de règles communes définies par la loi plutôt que de rester figés et perclus dans la posture de nos certitudes nationales, dans le cadre de nos cercles d'appartenances originelles qui excluaient, du même coup, toutes les autres. L'identité européenne, en chapeautant les identités nationales, a ainsi permis d'engager nos pays dans un processus leur garantissant que jamais plus la guerre ne foulera leurs sols en raison de différends qui les opposent, un processus qui a fait naître de nombreuses convergences d'intérêts économiques et une nouvelle prospérité, en consacrant au sein de ce nouvel espace les principes de fraternité entre les hommes par-delà leurs histoires nationales.

Aujourd'hui, les mouvements migratoires ont progressivement constitué de nouvelles minorités et nous placent au niveau national devant un choix analogue à celui qui fut jadis posé au niveau de l'Europe. Soit nous acceptons l'idée qu'au sein de notre pays peuvent coexister pacifiquement et en bonne intelligence toutes les cultures qui constituent sa force, sa richesse et sa diversité. Soit nous optons pour une société fondée sur le mythe de la pureté, appelant à une conception mono-ethnique ou mono-culturelle du peuple, au sein duquel nous devons tous être semblables et nous replier sur une identité nationale présumée unique et magnifiée. Ce qui nous obligerait à nous méfier de l'autre, en l'identifiant systématiquement à sa différence, perçue comme une menace pesant sur notre intégrité.

Notre démocratie, fondée sur les valeurs et les principes de la citoyenneté, a clairement choisi la première voie. Toute idéologie, qui conteste les valeurs de l'égalité des droits et des devoirs, qui identifie exclusivement l'autre à partir de son origine, de son appartenance ethnique ou religieuse, est parfaitement contraire à cet esprit. Dans un Etat démocratique comme le nôtre, un homme est avant tout considéré pour ses choix, ses actes et ses idées, et non pour son origine ou son appartenance. L'obsession de l'étranger et de la différence tend à rapporter l'autre à ces seules composantes. Toutes ces tendances à la généralisation établie sur base de la couleur de la peau ou de l'appartenance ethnique, sont en ce sens également profondément contraires à l'histoire de la Belgique. C'est, en effet, grâce au concours des personnes jadis venues



Annie Cordy,
artiste

Chaque jour, je dis, je répète que notre métier est le plus beau car le plus multiple, puisqu'il permet de donner libre cours à toutes les facettes que nous avons au plus profond de nous. Il me permet surtout LA rencontre... la rencontre avec le public de tous horizons, toutes origines, toutes confessions, toutes cultures confondues. Ces échanges m'emplissent de joie; n'est-ce pas merveilleux de tendre la main à l'autre, de partager, de s'enrichir de nos différences?
TOLÉRANCE,
le mot de la langue française que je préfère!



Cécile de France,
comédienne

Est-ce la peur qui nous ronge et nous ankylose à tel point l'esprit?
Est-ce la phobie de l'autre et de l'inconnu qui nous fige ainsi?
Est-ce la lâcheté qui nous empêche de penser plus loin que le bout de notre nez?
Moi, j'ai peur; peur pour l'évolution de nos sociétés, peur de devoir se battre pour défendre le progrès culturel et humain, la richesse de la diversité et du métissage.
Pour l'amour de la fraternité, que je pensais naïvement acquise, ne nous retranchons pas dans la couardise, bien au chaud dans nos petites pantoufles et réveillons-nous de ce mauvais rêve, avant qu'il ne soit trop tard.



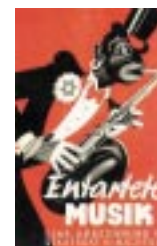
José van Dam,
chanteur,
baryton basse

De par mon métier et les voyages à travers le monde qu'il me permet de faire, j'ai très souvent l'occasion de côtoyer des hommes et des femmes de toutes nationalités, de toutes couleurs et de toutes religions. Dans ces pays où je suis moi-même "un étranger", jamais je n'ai eu le sentiment d'être considéré comme tel, et un contact chaleureux s'est toujours établi très facilement et normalement entre nous. Il faut qu'il en soit ainsi chez nous et de par le monde si l'on veut qu'un jour s'établisse une paix durable, basée sur une compréhension humaine et une morale sociale qui nous montreront que nous sommes égaux, quelles que soient nos origines.



Toots Thielemans,
musicien

N'ayons pas peur de la différence. Elle peut offrir des surprises...
JAZZ?
Respectons celui qui nous respecte.



Un Noir à l'étoile juive?
Le jazz, une musique de dégénérés! Le 24 mai 1938, les nazis ouvrent à Düsseldorf une exposition *La musique dégénérée* qui illustre la mise à l'index des compositeurs juifs et des musiques non conformes au germanisme.



Amélie Nothomb,
écrivain

J'ai longuement vécu au Japon. Là-bas comme ailleurs, le racisme existe, mais c'est entre autres les blancs qui en sont l'objet. J'ai donc été victime du racisme d'une partie de la population nipponne. C'est une situation que nous devrions tous avoir vécue, afin de ne jamais la faire vivre à autrui = être, dans l'œil du voisin, la personne dégoûtante, malodorante, barbare, primitive, etc. Bravo à Pierre Desproges pour cette phrase géniale : «*Attention, il y a de plus en plus d'étrangers sur terre.*» N'oublions jamais que nous sommes tous l'étranger de quelqu'un.



Emilie Dequenne,
comédienne

Tolérance. Voilà bien un mot présent en ce 21^e siècle. Un siècle où pourtant les faits sont différents des mots. A l'heure du progrès, l'humanité ne régresse-t-elle pas? Il nous suffit d'allumer la télévision au moment des infos pour constater toute cette intolérance. Je ne vous demanderai pas de changer le monde, mais juste de protéger notre pays de cette violence. Je vous demanderai plus encore que la «**TOLÉRANCE**». Soyez curieux, ayez envie de comprendre, n'ayez pas peur. La peur est la cause de l'intolérance et du racisme. Chaque différence est une richesse. Contribuez à la richesse de notre pays, c'est un grand pas pour enrichir le monde.



© Pascal Lemaître

→ de l'étranger, dont les enfants ou petits-enfants sont devenus depuis des Belges à part entière, que nous avons pu accroître nos résultats économiques et enrichir notre culture. La démocratie citoyenne ne peut pas être fondée sur la primauté d'une ethnie, d'une culture ou d'une religion. C'est la vertu et la grandeur de notre système démocratique.

Le spectre du passé

Il est une question que l'on se pose souvent lorsque l'on se penche sur les mécanismes génocidaires engagés par l'Allemagne durant la Seconde Guerre mondiale.

Comment une culture héritière de Kant, de Goethe, de Beethoven, a-t-elle pu produire Auschwitz? On objectera, à juste titre, qu'elle a également engendré Fichte ou Wagner. Toutefois, la question demeure. Et plus de 70 ans après l'avènement du nazisme, l'Europe est placée devant la même interrogation sourde. Notre vieux continent de grandeur et de décadence, de science et de déraison, de

“ **Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.** ”

article 1^{er} de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948.

convenance morale et de pulsions xénophobes, verse à nouveau dans la tentation de l'infatuation nationaliste.

De nouvelles porosités entre les partisans de la démocratie moderne et les nostalgiques de l'autoritarisme, de vieilles traditions remon-

tant aux aspirations contre-révolutionnaires, au néo-romantisme nationaliste ou pour beaucoup d'entre eux, même, au nazisme, ont récem-



Manuel Abramowicz ⁽¹⁾ : les outils légaux contre le racisme

Le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie et le négationnisme constituent sans doute les composants de base de la propagande de l'extrême droite. On voit même dans les publications d'organisations qui lui sont proches des emprunts directs aux discours de l'antisémitisme nazi des années 30. L'exploitation politique du sentiment raciste que l'on retrouve dans la population est sans aucun doute la caractéristique majeure de sa « littérature ». L'extrême droite est à l'heure actuelle la seule mouvance politique où l'on peut retrouver ce type d'argumentation. Pour combattre ces propos, la démocratie s'est dotée de deux instruments légaux. D'une part, la loi anti-raciste, dite loi Moureaux, qui date de 1981. Ce n'est ni une loi contre l'extrême droite, ni une loi contre

le fascisme. Elle condamne spécifiquement toutes les formes de discrimination (ethnique, religieuse, etc.). D'autre part, la loi sur le négationnisme de 1995, qui permet de poursuivre toute personne qui nie, minimise grossièrement ou met en doute la Shoah.

Ces dernières années, la magistrature a appliqué de manière beaucoup plus franche la loi anti-raciste. Dans les années 80, très peu de plaintes ont été réellement instruites. Cela a demandé du temps pour que la justice joue son rôle. Heureusement, ces réserves sont aujourd'hui tombées. Ces deux lois ne s'appliquent pas seulement à l'extrême droite mais à tout citoyen qui tiendrait des propos incitant à la haine raciale ou négationnistes, qui commettrait des actes de discrimination raciste dans les rapports entre employeurs et employés, entre propriétaires et locataires, etc.

Par ailleurs, la correctionnalisation récente du délit de presse pour incitation à la haine

raciale marque une avancée significative. Les tracts racistes de l'extrême droite qui tombent sous le coup de la loi pourront faire l'objet de poursuites sans réunir un jury d'assises.

Les instruments légaux ne sont cependant pas la panacée. L'extrême droite a toujours réussi à adapter son discours aux contraintes légales pour éviter, tant que faire se peut, de tomber sous le coup de la loi. Dans le cas où le Front National et le Vlaams Blok seraient mis hors-la-loi, rien n'interdirait à leurs dirigeants de poursuivre leurs activités sous l'appellation d'un nouveau parti. Les lois sont donc indispensables mais elles ont leurs limites. Les partis d'extrême droite ont à ce point réussi à faire passer leur message qu'ils n'ont même plus besoin aujourd'hui d'utiliser des termes à résonance raciste ou xénophobe, leur seul nom suffit à les incarner. En réalité, la lutte contre le racisme relève d'un engagement

quotidien de chacun pour faire reculer les frontières de l'ignorance et de l'insulte. Les études que nous avons conduites montrent que beaucoup de francophones votent pour le Vlaams Blok à Bruxelles parce qu'ils préfèrent être gouvernés par des élus flamands qui *au moins*, disent-ils, *les débarrasseront des étrangers*, ce qui montre que le pouvoir d'attraction du Blok sur l'électorat bruxellois repose sur la xénophobie et non sur le nationalisme flamand.

Aujourd'hui, les électeurs du Vlaams Blok appartiennent à toutes les classes sociales, ce qui est moins vrai pour ceux du Front National. A mon sens, on peut distinguer au moins deux types de réflexe qui caractérisent le vote en faveur de l'extrême droite. Il exprime, dans les communes les plus pauvres, un vote d'électeurs déçus, qui se sentent abandonnés par les élites et qui, par vengeance, rejettent les partis politiques traditionnels. Dans les quartiers les

plus riches, les nantis entendent se désolidariser des plus pauvres qu'ils identifient aux étrangers des milieux populaires : le vote d'extrême droite y manifeste plutôt un sentiment d'égoïsme et de repli. Les instruments légaux contre le racisme sont donc nécessaires mais largement insuffisants pour combattre de tels préjugés et de telles discriminations.

⁽¹⁾ Manuel Abramowicz est le coordinateur de la rédaction de Résistances (www.resistances.be)

A lire notamment :

• *Les rats noirs : l'extrême droite francophone en Belgique*, Luc Pire, 1996

• *Antisémitisme et extrême droite en Belgique, de 1945 à nos jours*, EVO, 1993

Les déclarations populistes et xénophobes de Jörg Haider, figure emblématique du FPÖ, le parti autrichien de la droite national-populiste, constituent l'un des exemples les plus frappants en Europe des dérapages verbaux portés sur la scène publique. Voici quelques-unes de ses «perles».

- «Le gouvernement belge est un gouvernement corrompu qui protège les pédophiles»
- *Devant des anciens SS* : «Parmi vous, je ne vois que des hommes de caractère restés fidèles à leurs convictions, même quand soufflent des vents contraires»
- «Les Waffen SS faisaient partie de la Wehrmacht et, dès lors, ils ont droit aux honneurs et au respect auxquels a droit toute armée»
- «Mauthausen était un simple camp punitif»
- «L'expulsion des Allemands des Sudètes en 1945 équivaut à la déportation massive des Juifs par les nazis»
- En 1998, il lance son slogan : «300.000 chômeurs et 300.000 étrangers déclarés»
- «Les Africains qui viennent ici sont des dealers de drogue qui séduisent notre jeunesse. Nous avons eu les Polonais voleurs de voitures, les ex-Yougoslaves spécialisés dans les cambriolages, les Turcs responsables du trafic d'héroïne et les Russes spécialistes du marché noir et de l'agression»
- A propos des Slovénes de Carinthie : «Qui couche avec un chien ne s'étonnera pas de s'éveiller avec des puces»
- «La France transforme l'Union européenne en un système colonial»

ment encore vu le jour dans différents pays européens. Face au danger que présentent ces rapprochements, il faut toujours garder à l'esprit que c'est l'accord de gouvernement conclu entre Franz von Papen, de l'aile droite du très conservateur Parti du centre catholique, et Adolf Hitler qui ouvrit les portes du pouvoir aux nazis. Il convient de rappeler ce point d'histoire à tout responsable public qui pourrait être tenté de pactiser avec l'extrême droite par opportunisme politique. Comme l'écrivit La Bruyère en son temps, *l'on voit des hommes tomber d'une haute fortune par les mêmes défauts qui les y*

avaient fait monter. La conception monolithique du peuple défendue par les droites populistes balaye les compromis politiques. Elle est totalement inconciliable avec la démocratie citoyenne. Elle indique le retour d'une forme d'exaltation qui se nourrit de la faiblesse de nos institutions et des peurs qui nous traversent, d'un système de pensée qui ignore le concept de citoyenneté hérité de la Révolution française et de la tradition démocratique instaurée depuis. Les défenseurs de la pureté ethnique et de la préférence nationale représentent ce que l'Europe occidentale a voulu rejeter : la

haine de l'autre qui, érigée en système de valeur à l'échelle d'un Etat, a conduit sur notre continent à l'extermination d'environ 6 millions de Juifs. Or, bon nombre des partis de la droite nationale-populiste n'ont pas renié leur patrimoine idéologique et continuent à se réclamer de lui. A leurs yeux, la démocratie multiculturelle est intenable car la nation ne peut que se dissoudre dans le creuset des diverses cultures et communautés qui la constituent. Elle ne peut leur résister. C'est pourquoi elle doit être l'apanage d'une caste, d'une tribu, d'une ethnie, d'un peuple d'une seule couleur et parlant d'une seule voix. La droite radicale ne connaît que ce type de simplification qui

oppose systématiquement la mixité et le pluralisme culturels à l'intégrité de la nation.

Pour ce faire, les artifices utilisés n'ont pour l'essentiel pas changé depuis l'avènement du nazisme, ils tournent autour de trois constantes : démonisation, victimisation et populisme.

- La démonisation consiste à rendre responsables de tous les maux d'un pays les minorités ethniques ou religieuses qui le composent ou la classe politique traditionnelle qui le dirige.
- La victimisation procède en sens inverse, elle pose en victime la formation d'extrême droite et les nationalistes qu'elle entend défendre.
- Le populisme instruit quant à lui une argumentation démagogique axée sur la défense des classes sociales les plus fragilisées supposées exploitées par le système, proposant des solutions simplistes.

On peut soutenir qu'une majorité de citoyens allemands ne se doutaient pas, au début des années 30, des terribles conséquences de leur soutien croissant au parti nazi. Soit. Mais depuis lors, nous savons. Nous les connaissons tous. Et il est urgent que nous nous en souvenions tous les jours pour œuvrer à la construction d'une société fondée sur la tolérance, au sein de laquelle chacun puisse s'épanouir autour de valeurs communes dans le respect des différences. Comme l'écrivait le philosophe George Santayana, *Ceux qui ignorent l'Histoire sont condamnés à la revivre.* ■



© Richard Dumas

Jeff Bodart,
auteur-
compositeur-
interprète

Et si on gagnait du temps?

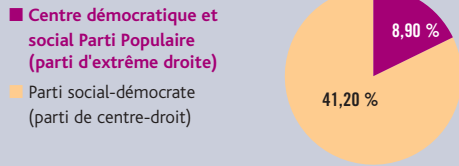
Dans nos pays, nous vivons dans une société d'offres et d'information, et nos comportements y sont dictés aujourd'hui par des choix, puisque nous sommes informés.

On nous offre donc le choix entre :

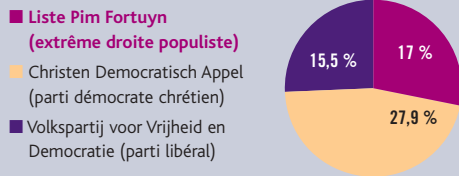
- Un monde clanique, tribal, où des communautés intolérantes se regardent en chien de faïence ou se montrent le poing... et un monde basé sur la fraternisation et l'échange.
- Un ordre social basé sur l'exclusion, le refus de l'autre... et la politique de la main tendue.
- Un consensus hypocrite qui, sous couvert d'ignorance, cache à peine une paresse intellectuelle idiote et dangereuse... et un doigt tendu vers la Bête afin de la rendre visible aux yeux de tous.
- Une vie régie par la haine qu'engendre la peur de l'autre... et une vie de découverte, d'amour, d'enthousiasme et de curiosité.
- Un système qui flatte les plus bas instincts de l'homme... et un code moral courageux et digne.

Même si cela semble peut-être procéder d'un positivisme forcené, je constate que, quoi qu'on en dise et depuis toujours, l'humanité avance, la barbarie recule. Et même si on fait souvent trois pas en arrière pour quatre pas en avant, cela semble inéluctable. Ce qui nous paraissait presque respectable il y a quelques siècles nous paraît ignoble aujourd'hui. Ce qui nous paraissait normal hier nous paraît odieux aujourd'hui : le monde progresse malgré tout et le genre humain sait aujourd'hui qu'il est condamné à s'aimer pour survivre. Donc, au-delà de toute morale, la Bête Immonde Raciste et Sanguinaire mène un combat d'arrière-garde. Et au-delà de tout aveuglement, ce choix-là ne nous fait perdre que du temps et du bonheur. Au-delà de toute imbécillité, ce comportement-là ne nous oblige à sacrifier que quelques malheureuses générations. Et pourtant, quel gâchis! Que de souffrances pour quelques pauvres discours pathétiques, criminels et ringards! Et si on gagnait du temps?

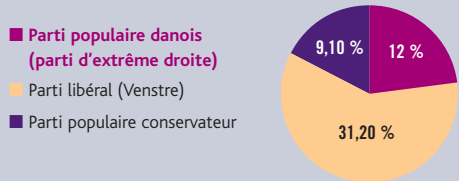
L'extrême droite dans la coalition gouvernementale au Portugal en 2002



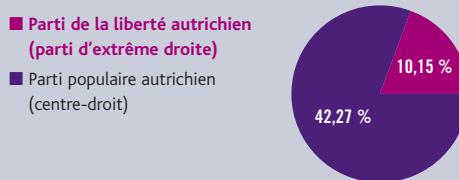
L'extrême droite dans la coalition gouvernementale aux Pays-Bas en 2002



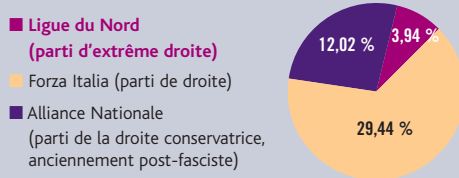
L'extrême droite en appui de la coalition gouvernementale au Danemark en 2001



L'extrême droite dans la coalition gouvernementale en Autriche en 2002

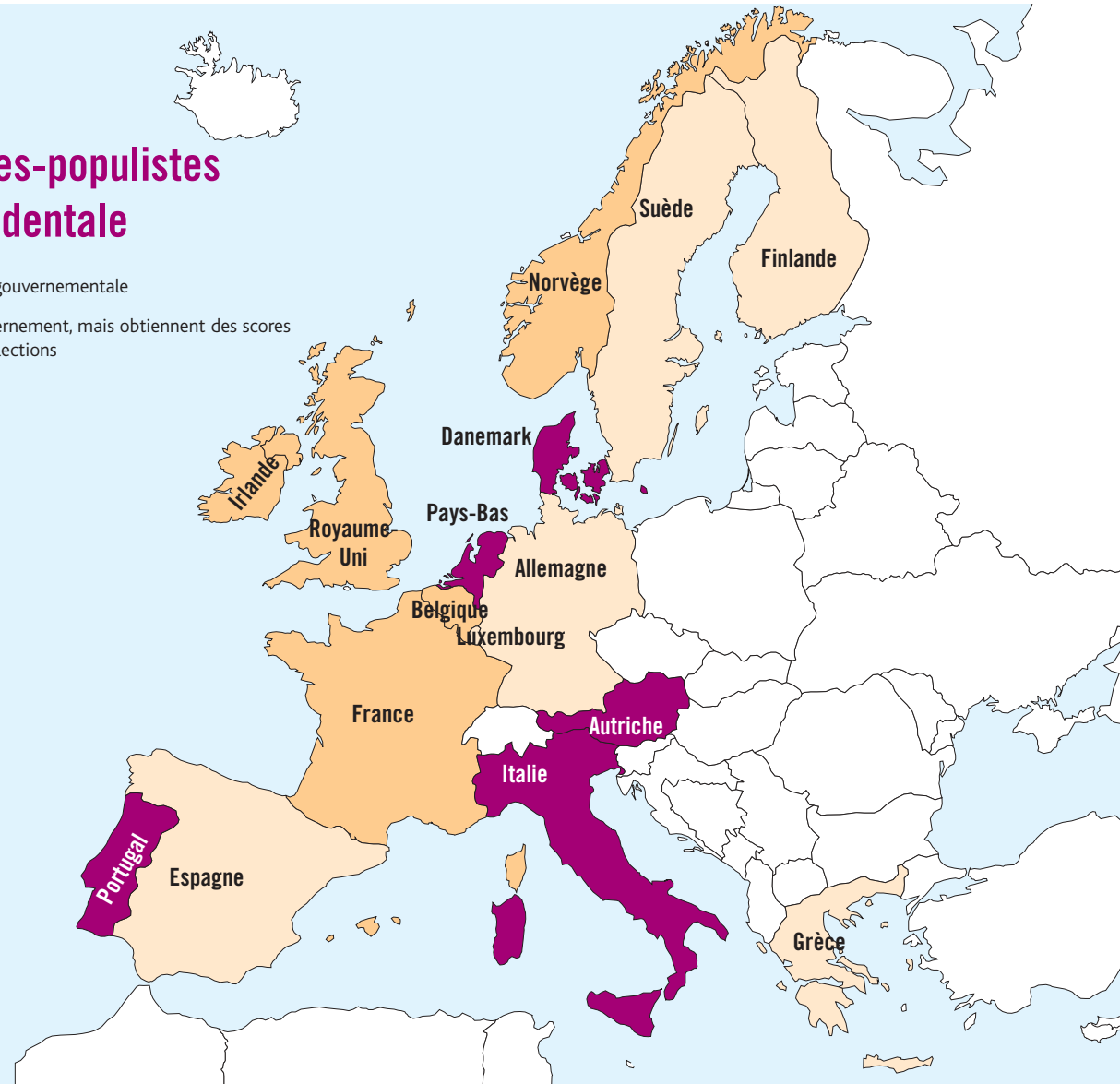


L'extrême droite dans la coalition gouvernementale en Italie en 2002



Les nationalistes-populistes en Europe occidentale

- Participent à une coalition gouvernementale
- Ne participent pas au gouvernement, mais obtiennent des scores élevés lors des différentes élections
- Sont très minoritaires



La tache noire en Europe

Une tache noire et d'autres labels

Ils ne se disent pas d'extrême droite. L'histoire a trop gâché le mot. La *tache noire* ne leur convient pas en Europe. Ils ne se disent surtout pas néo-fascistes ou néonazis. Il y a bien des nostalgiques qui, en uniforme, commémorent encore l'anniversaire de Hitler ou qui entonnent les chants de fraternité de combat des anciens du Front de l'Est, tels *Ich batte einen Kameraden, J'avais un camarade*. Mais dès que ce folklore fait scandale, on s'en dissocie¹. On démissionne même une figure historique expose le parti à l'accusation de disculper le nazisme de ses crimes les plus graves².

L'extrême droite d'aujourd'hui et les formations qui occupent cette place de l'échiquier politique se présentent sous d'autres labels. Elles se disent parfois démocratiques, alors elles se disent du centre, pour ne pas être de droite, ni surtout de gauche. Parfois, elles se revendiquent de la droite nationale. Alors, elles s'affirment comme droite radicale plutôt que nationaliste-révolutionnaire. Mais le mot qui leur convient le mieux est d'être populaires, du peuple, de leurs propres peuples qui priment sur les autres, pour autant que ceux-ci soient pris en compte. Mais alors dans le seul cadre de l'Europe, une Europe des peuples, une Europe blanche. C'est en ce sens qu'elles se revendiquent du parti de la liberté, comprenez celle du peuple, des nationaux, ceux de souche, du ter-



Bert Ericksson, en 2002, au 103^e anniversaire de Hitler. Ancien membre des jeunesses hitlériennes, ce nazi belge est le *führer* d'une milice de combat, le *Vlaamse Militanten Orde* qui, en tant que milice privée illégale, est condamnée à se dissoudre en 1981. L'ancien président du *Vlaams Blok*, le septuagénaire Karel Dillen qui en avait été le fondateur considère Ericksson comme un grand chef flamand.

roir. On remonte même au-delà de la troisième génération pour les authentifier. Se posant en parti du peuple, l'extrême droite prétend dire ce qu'il pense vraiment. Et, surtout, que les autres se taisent!

Les nationalistes-populistes d'aujourd'hui

Les spécialistes de l'extrême droite qualifient cette mouvance de populiste, même de national-populiste, mais d'un autre type que le fascisme ou le national-socialisme qui voulaient plus d'Etat. Les nationalistes-populistes d'aujourd'hui sont plutôt des ultra-libéraux; ils refusent les impôts et veulent très fortement limiter les interventions de l'Etat dans le domaine économique et social. Ils sont d'autant plus xénophobes que les étrangers passent plus facilement

auprès de leurs électeurs pour les responsables des déséquilibres de la sécurité sociale. L'immigration, dénoncée comme une invasion, voire une V^e colonne infiltrée en Europe, fait des immigrants, de leurs enfants et même de leurs petits-enfants, la principale cible. Cet acharnement de l'extrême droite, s'il n'est pas son exclusivité, est sa marque distinctive qui doit rallier à elle les électeurs déçus des partis démocratiques.

D'un pays à l'autre, ce marqueur identitaire de la xénophobie gomme les différences des formations d'extrême droite. C'est aussi le ressort de sa percée sur la scène politique. Dans les années 80, le Front National de Jean-Marie Le Pen montre la voie et prend ainsi le relais du Mouvement Social Italien, un parti néo-fasciste des années 50 qui a été son modèle. Autour des années 90, l'extrême droite est sortie des catacombes et occupe la scène dans plusieurs pays d'Europe occidentale. Son assise électorale se situe à droite comme à gauche, dans la petite bourgeoisie désemparée comme dans des milieux populaires margina-

lisés. Cette base sociale assure à ces formations, quelle que soit leur appellation, leur présence dans la plupart des Parlements. Sauf dans quelques pays, où le système électoral les condamne à rester groupusculaires. Le cas de l'Allemagne est remarquable : avec *ce passé qui ne passe pas*, l'extrême droite allemande, dispersée et désunie, ne parvient pas, malgré ses poussées, à s'affirmer sur le plan national. A l'inverse, sur leur lancée des années 90, des partis à succès réussissent à former des coalitions gouvernementales avec des partis de droite, voire de centre-droit.

L'extrême droite au gouvernement dans l'Union européenne

En 2000, dans un pays de langue allemande qui n'a pas voulu assumer sa responsabilité dans les crimes perpétrés par les nazis, un parti démocratique, le Parti populaire autrichien, de tendance chrétienne-démocrate (ÖVP), prend la grave responsabilité de faire entrer l'extrême droite dans un gouvernement, créant ainsi un précédent, dans l'histoire de l'Union européenne. Pour obtenir une majorité gouvernementale, ce parti de centre-droit s'allie au **Parti de la Liberté de Jörg Haider**. Au Danemark l'année suivante, le **Parti populaire danois de Pia Kjaersgaard** n'entre sans doute pas dans le gouvernement que forment les libé-

© M. Leroy / RTBF



Hadja Lahbib, journaliste, RTBF

La "Hchouma", ou la "Hachma", ne cherchez pas dans vos dictionnaires, le mot n'est pas encore passé dans la langue française, c'est un sentiment diffus et redoutable, inscrit dans les consciences collectives au plus profond de l'homme. Surtout quand celui-ci a quitté sa communauté et qu'il s'agit de prouver au monde entier, mais avant tout à lui-même, qu'il est resté digne des siens, de sa culture et de sa religion. Prononcer "Hchouma" en milieu averti, et vous verrez aussitôt les bouches se tordre en des X interdits et les yeux fuir ou chercher la victime, c'est selon. Une femme rie bruyamment en public et c'est la "Hchouma" qui s'abat sur toute la famille... Que dire alors si sa fille refuse d'épouser le cousin choisi, si elle décide de suivre sa propre voie, celle qui la mènera peut-être à laisser la "Hchouma" derrière elle... Indignation, colère, scène d'hystérie collective... Mais là-bas, loin du regard des autres, loin du qu'en dira-t-on, loin des frontières les plus absurdes de l'homme, on redécouvre son essence même, celle de la vie, de la mort, de l'amour sous toutes ses formes et l'on peut lire et tenter de comprendre les plus grands : *J'ai trois préférences : Le parfum des femmes parce qu'il renferme le secret des femmes, Les femmes parce qu'elles renferment le secret de l'amour, L'amour parce qu'il est la seule prière de l'univers.* Mahomet



Le *Vlaamse Militanten Orde* de Bert Ericksson veut renvoyer les immigrants chercher du travail dans leur propre pays.

¹ Le ministre flamand de la Fonction publique, Johan Sauwens, assiste, le 5 mai 2001, à Anvers, au 50^e anniversaire du Sint-Maartensfonds (le Fonds Saint-Martin), une association d'anciens volontaires flamands partis sur le front de l'Est combattre aux côtés des Allemands. Plusieurs leaders du Vlaams Blok sont aussi démissionnés pour scandale négationniste. Le ministre Sauwens appartient à la Volksunie, l'Union populaire, parti nationaliste qui s'est démocratisé et dont le Vlaams Blok est à l'origine une dissidence. Au nom du *nationalisme démocratique*, le bureau de la Volksunie démissionne son ministre, le 9 mai.

² Le 5 mars 2001, le Vlaams Blok démissionnait Roeland Raes, co-fondateur du parti en 1978 et son vice-président, élu sénateur, suite au scandale provoqué par ses récents propos négationnistes à la télévision néerlandaise, le 26 février.



Sandrine Corman,
Miss Belgique
1997, animatrice
sur RTL-TVI

© RTL-TVI

La démocratie, c'est quand on sonne chez vous à six heures du matin... et que c'est le laitier! J'aime bien cette citation, même si le lait, aujourd'hui, n'est plus livré en bouteille de verre sur le seuil des maisons... En revanche, si vous aimez les nuits d'angoisse et d'insomnie, votez pour les extrêmes! Vous serez servi : idées simplistes, démagogie, brutalité, divisions... et coups redoublés sur la porte! Faites comme moi, préférez plutôt les mélanges, la discussion, le débat. Et, selon les circonstances, le cappuccino, l'espresso bien serré, le lait russe, le café liégeois... ou le thé à la menthe!



Anne Goderniaux,
journaliste, RTBF

© M. Leroy/RTBF

Comment ne pas se réjouir de vivre ensemble tout en étant différent? Comment redouter ces différences en sachant que chacune d'elles est chargée de richesses et d'enseignements? Comment ne pas partager cette chance immense d'être née du "bon côté", celui où l'on mange, boit, apprend et s'exprime librement. C'est sur le ton de l'enthousiasme et de l'optimisme que je voudrais, comme on me l'a demandé, parler des vertus du multiculturalisme, de la tolérance et de la démocratie face au problème du racisme. Aujourd'hui, pourtant, je crois que le combat est loin d'être gagné et je redoute que la Colère ne vienne tout gâcher, cette Colère qui éclate quand décidément la vie devient trop compliquée et que le dialogue est interrompu voire même, brisé. Comme une famille en souffrance où l'on n'arrive même plus à se parler. Des écoles ghettos, aux demandeurs d'asile et aux victimes de l'exode, je me demande parfois si l'on n'est pas en train d'oublier : dans la diversité, je ne vois que richesses. Puisse-t-elle se vivre plutôt que diviser.



Philippe Reynaert,
présentateur RTBF
directeur Wallimage
président de Télé
Mons Borinage

© Myriam Debehaut

Quand j'étais gosse, je vivais à Liège en Outre-Meuse mais j'allais à l'école en traversant le pont d'Amercoeur pour rejoindre la rue Lairesse. A la cour de récré, il n'était pas rare, en cas de bagarre, qu'on me lance un perturbant "Rentre dans ton pays!". Comme je savais que j'étais né en Belgique et qu'à l'époque, j'ignorais tout du racisme, je m'imaginais que mes copains en me renvoyant chez moi, voulaient parler de l'autre côté de l'eau... Je ne savais pas qu'il suffisait d'avoir les cheveux très noirs et la peau mate, pour être pris pour un fils d'immigré sicilien, un "macaroni".

Aujourd'hui, mes cheveux d'Italien commencent à se teinter de gris mais j'ai toujours le type suffisamment méridional pour prendre ma revanche sur les racistes de tous poils. C'est souvent dans le taxi que ça arrive. Après avoir échangé les politesses d'usage ("je regarde souvent votre émission", "j'adore vos critiques"...), la conversation des chauffeurs quand ils sont belges, dérape souvent sur "tous ces Arabes qui nous prennent notre boulot". Je coupe court en annonçant que moi-même, je suis d'origine marocaine, ce qui n'est pas vrai mais a pour effet immédiat de déclencher l'embarras de mon interlocuteur et de me remettre de bonne humeur.

Envoyer les gens au cinéma et aider les réalisateurs à faire leurs films, c'est ma manière à moi d'être antiraciste. Plus on voit comment vivent les autres, moins on les craint, moins on les hait. C'est pour cela qu'il est important que le cinéma continue d'exister partout. Et que les films continuent à circuler de régions en régions. C'est indispensable pour la survie de la diversité culturelle. Sinon, on ne regardera plus que des images désincarnées et on n'écouterait plus que des discours manipulateurs. C'est pour cela aussi que je me suis investi dans la défense des Télévisions Locales.

Pour que les gens qui vivent en Outre-Meuse ne considèrent pas comme des étrangers ceux qui vivent de l'autre côté du Pont d'Amercoeur...

→ raux et les conservateurs, mais il l'appuie au coup par coup, et d'autant plus volontiers que la coalition n'ayant pas de majorité parlementaire, est tributaire de son appoint.

La tache noire encore contenue s'élargit deux ans plus tard. L'extrême droite fait alors son entrée dans trois autres gouvernements.

En Italie, la Ligue du Nord de Umberto Bossi, petit parti influent et remuant d'extrême droite, participe à la coalition que nouent Silvio Berlusconi, à la tête de Forza Italia, un nouveau parti de centre-droit, grand vainqueur des élections, et Gianfranco Fini, de l'Alliance Nationale, une ancienne formation post-fasciste lentement convertie en parti conservateur de droite et consommant définitivement sa rupture avec son passé noir en 2003.

Au Portugal, toujours en 2002, le Parti populaire de Paulo Portas, populiste d'extrême droite, apporte son concours à la formation d'un gouvernement dirigé par le Parti social-démocrate de centre-droit.

Aux Pays-Bas, la même année, les démocrates-chrétiens et les libéraux font entrer les élus triomphants de la Liste Pim Fortuyn, le leader populiste assassiné à la veille des élections. Mais ces partis démocratiques ne maintiennent pas l'alliance en 2003, après l'écrasante défaite des populistes qui, incapables d'assumer des responsabilités de gouvernement, ont perdu en un an 40 % de leurs électeurs. Les populistes de Jörg Haider subissent un désaveu plus glissant : en 2002, ils perdent pas



© Le Soir



© Photo News

Filip Dewinter et le président-fondateur du Vlaams Blok, Karel Dillen (Le Soir, 27 novembre 1991)

moins de 60 % de leur corps électoral. Ainsi affaiblis, ils n'en sont pas moins maintenus au gouvernement.

Dans les coulisses, les gros partis à succès de l'extrême droite trépigment d'impatience, tenus à l'écart du pouvoir. En Belgique, le Vlaams Blok d'un Filip Dewinter qu'aucun scrutin n'arrête s'ingénie à entailler le cordon sanitaire qui, à chaque élection, le laisse sur une victoire à la Pyrrhus. En France, le Front National de Jean-Marie Le Pen, un moment désarçonné et en perte de vitesse, fait en avril 2002 un redressement inattendu au premier tour des élections présidentielles : y maintenant à peine ses voix, il élimine de justesse pour le second tour le candidat socialiste qui en a trop perdu en raison de l'implosion de la gauche. Jamais sans doute, les circonstances n'ont permis à

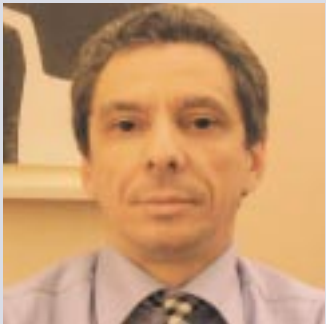
l'extrême droite de flirter d'aussi près avec le pouvoir dans un pays de l'Union européenne.

Si elle participe à des gouvernements, elle n'en est toujours pas la force dirigeante. Force d'appoint, elle ne dicte pas son agenda politique. Quant à ses succès électoraux, ils ne lui permettent même pas de constituer au Parlement européen cette Europe des Patries que le Front National de Le Pen aspire à rassembler. Dans les années 80, elle y était suffisamment représentée pour constituer au moins un groupe technique des droites européennes [sic]³. Le poids des Italiens était déterminant. L'évolution des années 90 a inversé l'effet. La mutation en 1993 de l'ancien Mouvement Social Italien néofasciste en Alliance Nationale, récemment convertie à la démocratie, a ruiné les ambitions françaises. Seuls les Flamands du Vlaams Blok passent un accord avec les Français

du Front National.

Le fait est doublement significatif : s'il pointe les convergences dans l'extrême droite, il signale aussi combien elle ne se prête pas à une définition unique. Le bagage idéologique et historique de formations comme le Vlaams Blok, le Front National de Le Pen ou justement le Mouvement Social Italien d'avant 1993 rebute les nouvelles formations populistes. Dans leur rôle protestataire, elles ne sont pas disposées à compromettre dans un amalgame moralement inacceptable et historiquement inadmissible leur position d'alternative crédible aux partis d'un système, condamné, à leurs yeux, à l'implosion. ■

³ Il faut au moins 12 élus de trois pays ou 18 élus de deux pays différents.



Jean-Yves Camus ⁽¹⁾ : les partis d'extrême droite en Europe

On distingue généralement trois types de partis susceptibles d'être classés à l'extrême droite.

1. Les partis néo-fascistes ou néo-nazis proprement dits. Ils restent groupusculaires, sont dépourvus de tout avenir politique et de toute assise sociale ou électorale. Ce sont des petites formations nostalgiques des idéologies nationalistes autoritaires de la première moitié du 20^e siècle. En Belgique, le mouvement *Nation* se rattache à cette catégorie.
2. Les partis de la droite populiste et xénophobe qui n'ont aucune filiation avec le fascisme, comme la plupart des partis de la droite xénophobe scandinave ou la Liste Pim Fortuyn aux Pays-Bas, lesquels diffèrent très largement des mouvements néo-fascistes sur les questions du rôle de l'Etat et de la liberté individuelle. Ils plaident en faveur d'un Etat minimum alors que le programme des mouvements de l'extrême droite traditionnelle recommandait l'emprise maximum de l'Etat sur l'économie, sur l'individu ou sur les structures sociales. Ils sont, par ailleurs, les chantres de la liberté individuelle et d'une vision ultra-libérale de la société. La campagne de la Liste Pim Fortuyn, par

exemple, a été centrée, non pas sur les thèmes traditionnels de l'extrême droite de la soumission nécessaire de l'individu à l'autorité et des valeurs morales, mais plutôt sur l'idée contraire du «*Tout est permis pour tout le monde*». L'argumentation de Fortuyn portait sur l'élimination de ce qu'il concevait comme l'obstacle principal à l'épanouissement total de l'individu néerlandais, c'est-à-dire l'islam. Il stigmatisait l'islam, qu'il décrivait comme un catalogue d'interdits, et qu'il opposait à la tradition occidentale, dépositaire de la culture de la liberté individuelle et des droits des minorités, et à la tradition néerlandaise en matière de liberté des mœurs. Il défendait à ce titre le droit des homosexuels, l'union libre ou la dépénalisation des drogues «dures», se posant en champion de l'idéologie libertarienne, c'est-à-dire du culte de la liberté de l'individu poussée au maximum, et qui se trouve confronté à un moment donné à un Etat qu'il considère comme oppresseur, comme liberticide et dont il entend réduire l'influence. Cette deuxième catégorie de partis d'extrême droite est désormais la plus importante, et celle dont le succès électoral est le plus grand.

3. Des partis «mixtes», qui ont conservé certaines scories de la filiation d'extrême droite traditionnelle mais qui ont modernisé leur appareil et leur idéologie, comme le Front National français et le Vlaams Blok.

Les partis d'extrême droite constituent une «droite de rupture» dans la mesure où ils

s'opposent très fortement au consensus idéologique dominant qui rassemble les deux traditions de la gauche et de la droite modérées autour du principe d'égalité, de l'antiracisme, du multi-culturalisme. Mais en même temps, ces formations ont envie d'exercer le pouvoir. C'est très clair dans le cas du Vlaams Blok. On n'est pas simplement en face d'une formation qui se contenterait d'être une force d'opposition, comme le Front National français l'a été pendant longtemps et le sera peut-être encore pour un long moment. Ce dernier s'est récemment engagé dans la voie de la «déghettoisation» mais cette tentative n'est que cosmétique. Les dirigeants se sont aperçus qu'il était dirigé, depuis des décennies, à n'être qu'une force de nuisance, du fait des dérapages sémantiques répétés de son président, ce qui interdisait à tous les partis de la droite parlementaire de conclure un accord avec lui, sauf au plan local, et encore avec beaucoup de difficultés.

Pour sortir de leur isolement, les partis d'extrême droite doivent développer une stratégie de respectabilisation, qui leur permet de passer du stade de force «hors consensus» au statut de parti de gouvernement. Rien ne permet aujourd'hui d'affirmer que le FN français y parviendra. Le FN belge, quant à lui, est, à la différence du Blok, l'exemple typique de la formation de protestation. Il n'a ni leader charismatique, ni appareil partisan, et dispose de peu d'instruments de propagande. Je ne suis pas sûr qu'il ait une véritable capacité d'enracinement, sinon comme force de contestation, dans des régions particulièrement touchées

par la crise industrielle. Il a des points d'ancrage locaux mais ses résultats électoraux ne sont pas également répartis à l'échelle régionale ou communautaire. Il y a des «poches» de vote FN. Ce qui le singularise surtout, c'est sa trajectoire électorale en dents de scie. Or, tous les mouvements d'extrême droite européens, qui acquièrent aujourd'hui une réelle représentativité et un réel ancrage, ont eu une progression lente mais continue. Précisons également qu'en Belgique francophone, l'absence d'un parti démocratique se positionnant clairement comme «de droite» peut constituer un facteur favorisant la montée du FN, surtout s'il parvient à rassembler sur les questions de l'immigration, terrain que les autres partis lui laissent. Mais pour qu'il puisse tirer un quelconque bénéfice de cette configuration politique, cela suppose qu'il réussisse à s'organiser durablement. Or, jusqu'ici, il n'y est jamais parvenu.

⁽¹⁾ **Jean-Yves Camus est politologue au CERA, Centre Européen de Recherche sur le Racisme et l'Antisémitisme (Paris).**

Lire notamment :

- *Le Monde Juif* (co-écrit avec Annie-Paule Derczansky, Editions Milan, collection "Les Essentiels", 2001)
- *Les extrêmes droites en Europe, Etat des lieux 1998* (CERA/ Editions Luc Pire, 1998)
- *Le Front national*, (Ed. Milan, collection "Les Essentiels", 1998)
- *L'extrême droite aujourd'hui* (Ed Milan, 1997)



Plastic Bertrand,
auteur-
compositeur-
interprète

Quel artiste résiste à l'appel des cultures d'ailleurs? Tant d'entre eux ont enrichi leur langage en se frottant à l'humeur des Autres. Rencontres qui représentent une source inépuisable d'inspiration.

Ce sont d'abord par les sons et les images que l'on va à la rencontre d'autres cultures, des sons et des images recueillis par les grands reporters, par les artistes à l'affût du bruissement du monde.

La flûte des Andes nous a fait découvrir les coutumes d'Amérique latine avec bien plus d'émotion que leur description dans les livres de géographie. Le jazz nous a fait entrevoir l'âme des Noirs, notre musique a absorbé la «soul» comme une éponge assoiffée. Et connaître leurs rythmes nous a permis d'être plus solidaires dans leurs luttes contre la ségrégation.

Youssou'n Dour nous fait rêver d'Afrique. L'Inde, ses philosophies de tolérance, le sitar ont été popularisés grâce aux Beatles. Les sons de la musique arabe ont coloré la chanson française de Faudel à «Aïcha», écrit par J.J. Goldman.

Autant de découvertes, de rencontres... Et pourtant ... tous ces emprunts culturels n'ont pas aidé à faire disparaître le racisme. Pour faire obstacle au racisme, ouvrons-nous aux Autres, à tous les Autres.



© Reuters 2013/Charles Platiau

Jean-Marie Le Pen fait tache d'huile en Belgique

La conversion à la démocratie italienne de Gianfranco Fini et de son parti, l'Alliance Nationale, est une situation singulière, qui tranche avec le positionnement du Front National de Jean-Marie Le Pen, du Front National belge et du Vlaams Blok. En tournant résolument le dos à son passé fasciste, en appelant au droit de vote pour les étrangers, en se rendant à Yad Vashem, le Musée de la Shoah à Jérusalem, le chef du Parti conservateur italien a définitivement rompu avec les racines fascistes du MSI dont il était l'héritier. Le mouvement qu'il a initié en direction des valeurs de la démocratie indique un effondrement significatif de la représentativité de l'extrême droite en Italie, qui, outre la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, subsiste sous la forme de petits groupuscules. Cet affranchissement de Fini est l'aboutissement d'un long processus engagé il y a plusieurs années, qui lui valut les foudres de Jean-Marie Le Pen. Car le chef de l'extrême droite française n'entend pas, mais pas du tout, suivre les pas de son ancien homologue italien, d'autant qu'il a été galvanisé par sa présence au second tour des élections présidentielles de 2002. Mais s'agit-il vraiment, comme on l'a beaucoup dit, d'une avancée de la droite nationaliste française?

Un feu de paille

On est en effet en droit de se poser la question. Car l'élimination de Lionel Jospin tient beaucoup moins d'un sursaut de l'électorat frontiste ou d'une percée spectaculaire de l'extrême droite que de la déstructuration progressive de l'unité de la gauche. L'équipe gouvernementale entourant l'ancien premier secrétaire du Parti socialiste français parvenait de plus en plus mal à la dissimuler, à mesure que l'échéance électorale se

rapprochait. Ainsi, la multiplication des candidatures à gauche et à l'extrême gauche de l'échiquier politique a considérablement nui à la candidature du Premier ministre socialiste, disséminant ainsi les voix que la gauche, dans son ensemble, était capable de réunir. L'électorat de celle-ci, pensant d'une manière quelque peu présomptueuse, que le face à face Lionel Jospin/ Jacques Chirac était un fait acquis, s'est relativement peu mobilisée alors que les mouvements de la gauche dissidente, ayant par habitude, davantage besoin de compter leurs troupes en raison de la relative discrétion de leurs scores, ont, au contraire, engrangé les bénéfices des voix protestataires de gauche. L'orientation politique, résolument portée en direction du centre-gauche, que la majorité gouvernementale sortante avait choisie de suivre, coupa de sa base le Parti socialiste. Il n'entendit pas les revendications de son électorat naturel et de certains milieux socio-professionnels plutôt fondés par tradition à voter pour lui. Les contraintes liées aux objectifs fixés par l'Union européenne ont également laissé peu de place à l'équipe Jospin pour développer un discours et une politique réellement marquée à gauche. Le pragmatisme, les réalités économiques et les impératifs de la gestion publique ayant pris le pas sur les ambitions sociales, le gouvernement de la gauche dite plurielle s'est ainsi vu désavoué par les électeurs. Les Français étaient davantage concernés par l'accroissement de la précarité de l'emploi, l'aggravation du délitement de la société française et la paupérisation grandissante d'une partie

croissante de la population que par les équilibres des finances publiques. Le «peuple de gauche» préféra des partis qui lui semblaient plus en phase avec les difficultés sociales qu'il traversait, des mouvements politiques qui lui parlaient de ses problèmes quotidiens, alors que les discours ou les décisions de la majorité sortante ne les prenaient guère en compte. La deuxième place de Jean-Marie Le Pen, arrivé le soir du premier tour devant Lionel Jospin, s'explique donc par la faillite de la gauche plutôt que par le succès des thèses défendues par le Front National. Cette interprétation fut au demeurant confirmée par les résultats définitifs qui tombèrent 2 semaines plus tard. Loin de convaincre l'écrasante majorité des Français, Jean-Marie Le Pen ne parvint guère à percer l'horizon des sympathisants traditionnels de l'extrême droite. Son succès fut cependant symbolique dans la mesure où il marquait pour la première fois dans l'histoire de la 5^e République, la présence d'un candidat de la droite nationaliste au second tour de l'élection présidentielle. Fort de sa performance, le fondateur du Front National persiste et signe. Il n'est pas et ne sera probablement jamais dans la lignée d'un Fini parce qu'il s'inscrit dans la plus pure tradition de l'extrême droite française, dont l'antisémitisme et la xénophobie sont les prin-



© Résistances

Jean-Marie Le Pen et Hubert Defoury. Ce dernier est le premier leader de l'extrême droite en Belgique à être condamné, le 23 janvier 2004, à 5 mois de prison ferme pour un article raciste publié dans le périodique de REF et un tract raciste du Bloc Wallon. Defoury a fondé le REF, après avoir quitté AGIR dont il a été le vice-président. REF est l'abréviation de referendum : son slogan Ref Vaincra rappelle aux nostalgiques les grandes heures de Rex et de Léon Degrelle. Le Bloc wallon est créé en avril 2000 à l'instar du Vlaams Blok. Mais il sera absent des élections de 2003.

cipaux ferments. La force du Front National, conduit d'une main de fer et sans partage par un chef dont les talents de tribun ne sont un secret pour personne, réside essentiellement dans l'opportunisme d'un homme qui a compris dans les années 70 qu'il pouvait unifier autour de lui, et pour la première fois dans l'histoire française récente, toutes les moutances de l'extrême droite sur un thème fédérateur et laissé à l'abandon par la droite classique :

l'immigration. L'obsession de l'immigré, de l'étranger hantait la tradition extrême-

de l'Hexagone, qui déjà à l'époque de l'Affaire Dreyfus, avait manifesté en masse sa hargne et son mépris pour ce «Juif de l'étranger». Il y avait aussi, en profondeur, cet acharnement sur les religions étrangères au catholicisme, qui, opposant les catholiques aux Huguenots au 16^e siècle, déchira la France et dont Voltaire rendit si bien compte de l'actualité toujours brûlante au 18^e siècle en dénonçant l'Affaire Calas. Se greffe également sur ce mélange déjà détonnant de la longue tradition antisémite du nationalisme français, anti-judaïque dans les cercles très fermés des milieux catholiques ultra-conservateurs. Et cette haine des Juifs et des minorités étrangères reste toujours vivace auprès des nostalgiques du Maréchal Pétain et du régime vichyste. Jean-Marie Le Pen comprit qu'il tenait là, avec l'immigration des Maghrébins, qui étaient arabes, berbères, kabyles, et pour la plupart, musulmans, un excellent ferment de la détestation de l'autre, capable d'attirer à lui, grâce à ces relents xénophobes de différentes natures, toutes les traditions de la droite extrême, de la

«Quand un homme public ose affirmer comme une vérité l'inégalité des races, il y a danger pour l'ensemble de la société. Cette affirmation sappe les fondements de la solidarité si nécessaire en temps de crise. Elle alimente les comportements racistes, le mépris de l'autre, l'exclusion. Elle est une atteinte à l'identité nationale fondée sur les valeurs acceptées par tous, la liberté, l'égalité et la fraternité.»

Comité épiscopal des migrations, 18 septembre 1996.



© RTL-TVI

Florence Reuter, journaliste, RTL-TVI

La tolérance... Etrangement, plus le monde évolue, plus ce mot revêt toute son importance. L'homme poursuit sa conquête de l'espace mais il est incapable de comprendre son voisin. Difficile de parler de tolérance lorsque, aujourd'hui encore, des groupes néo-nazis s'attaquent à un monument érigé en mémoire des victimes de l'Holocauste. Le racisme, ce vieux fléau! Ce mot absurde! Nous appartenons pourtant tous à une seule race, la race humaine. Et tant mieux s'il y a des différences, ce sont autant de richesses. La tolérance, regarder l'autre, l'écouter, tenter de le comprendre, voilà la clé d'un monde plus beau, plus juste. Utopie? Non, il faut y croire encore. Chaque jour, les images du monde nous parlent de guerres de religion, de conflits ethniques, des images indignes de l'être humain. Trop d'énergie dépensée pour la haine alors qu'il suffit d'ouvrir les yeux pour apprécier nos différences et défendre la paix. Ce discours peut paraître simpliste pour une journaliste qui chaque jour commente de tristes informations. Simple, oui mais plein d'espoir car je veux encore croire à la force et à l'intelligence de l'homme...



© Lucius Barre

Jean-Pierre et Luc Dardenne, cinéastes

Parce que l'Etat démocratique institua en droit l'égalité de tous les individus, est apparu pour la première fois dans l'histoire un être humain irréductible à toute définition : âge, sexe, couleur, statut social, état mental, appartenance ethnique, langue, culture, religion, nationalité... C'est cette indéfinissable humanité de chacun et de chacune qui est absolument respectable; c'est en son nom que nous devons dire non à toutes les définitions de l'être humain que veulent nous imposer, parfois avec beaucoup de séduction, les ennemis de la démocratie, les diffuseurs de la haine.

© M. Leroy/RTBF



Jacques Mercier,
producteur-
écrivain

La langue est le sujet de plusieurs de mes émissions en radio. J'observe qu'une langue meurt quand elle ne s'enrichit pas de mots nouveaux et d'apports extérieurs. Le patrimoine est le cœur de mon émission en télévision. Je constate que pour le sauvegarder, même symboliquement comme témoignage du passé, il faut rénover, recycler, utiliser des techniques nouvelles, etc.

Quand on reste seul, quand on ne fait pas appel aux autres, quand on se confine dans un passé nécessairement "dépassé, la vie s'étiolle, se fane et disparaît. Au contraire, quand on partage, quand on accueille, quand on fraternise, quand on dialogue avec l'avenir, la vie grandit, s'épanouit, se multiplie.

Nous faisons partie de l'univers, nous sommes sur Terre, nous devons avancer ensemble. "Avancer" est un mot essentiel. "Ensemble" est le mot le plus important. Et que les autres mots, tels que "exclusion" ou "race", s'effacent devant lui!

© Herman Ricour



Joëlle Demulder,
danseuse

La danse est un espace de rencontres privilégiées des cultures, où chacun s'enrichit des richesses et de l'histoire de l'autre. Je le ressens tous les jours dans mon travail, au travers des Bals Modernes que j'anime, ou de mes complexités professionnelles avec Sidi Larbi Cherkaoui et, aux États-Unis, avec Wendy Osseman. Ne nous laissons pas submerger par les difficultés que nous pouvons rencontrer dans notre quotidien. Ne cédon pas à la tentation fallacieuse du racisme et de la xénophobie. Réprimons ensemble les dérives, de quelque groupe social qu'elles viennent, et travaillons à une société multiculturelle, plurielle et ouverte sur les autres.



droite monarchiste et anti-révolutionnaire aux groupuscules néo-fascistes ou nationalistes-révolutionnaires. Les autorités publiques? Laxistes en matière d'immigration! Vive l'autoritarisme sur les questions des mœurs et des flux migratoires! La classe politique? Corrompue et complice! Exit la «bande des quatre» (communistes, socialistes, centristes et gaullistes)! L'intervention de l'Etat? Jacobine, parisienne et élitiste! Vive l'ultra-libéralisme! Vive le corporatisme! Vive le poujadisme! Le peuple français? Il est envahi, il n'est plus maître chez lui! C'est d'ailleurs la fameuse phrase que Jean-Marie Le Pen répéta lorsque, répondant à l'invitation de Roger Nols, il vint à Bruxelles, le 28 septembre 1984, pour déclarer : *«Il est temps que le peuple belge soit maître chez lui!»*.

Affinités électives

Le Vlaams Blok, sous la conduite de Dewinter et des cadres de sa génération, fut très influencé par le succès remporté par le discours de Le Pen, parvenant à attirer des électeurs qui, d'ordinaire, ne se seraient pas portés sur un parti d'extrême droite. C'est dans les années 80 et 90, au plus fort de l'ascension et de la stabilisation du parti lepéniste que le Blok réoriente lui aussi son discours en direction de la figure de l'immigré. Avec un succès qui n'en fut pas moins comparable. Les mêmes thématiques furent exploitées. Et même portées avec une violence verbale inédite. S'il fallait comparer les positions du Vlaams Blok et d'un parti homologue italien, les rapprochements se feraient plutôt avec la Ligue du Nord qu'avec l'Alliance Nationale. Comme le Front National français et la Ligue, le Blok est hostile à la classe politique traditionnelle, xénophobe et indépendantiste (voir l'analyse de Pierre



© Reporters 2002 / © Jack Fisticik

Le 6 octobre 2002, à Gand, à la célébration du 25^e anniversaire du parti, Filip Dewinter et les autres chefs du Vlaams Blok écoutent religieusement Le Pen dire par vidéo toute son estime et son amitié à Karl Dillen, le fondateur de la formation nationaliste et populiste flamande.

Milza ci-contre). Jugement également partagé par Xavier Mabilie, président du CRISP, le Centre de recherche et d'information socio-politiques, observant que *«Le Blok a des traits communs avec la Ligue du Nord, dans la mesure où ils exploitent un même filon : le souhait de l'autonomie de la région qui se considère comme la principale pourvoyeuse d'un ensemble dont le reste est présenté, pour le dire crûment, comme une somme de profiteurs. Mais, ajoute Xavier Mabilie, la Ligue ne bénéficie pas du même enracinement que le Blok»*. Et pour cause! La Ligue du Nord ne représente guère plus de 4 % alors que le Blok, aux dernières élections législatives de 2003, a obtenu en Flandre pratiquement 18 % des suffrages, 10,3 % dans la circonscription de Bruxelles Hal-Vilvorde et 11,6 % sur le plan national! Somme toute, en récupérant les mêmes «niches» que le Front National français,

l'élève a réussi à égaler le maître puisque le Vlaams Blok parvient à obtenir en Flandre des résultats sensiblement comparables à ceux que Jean-Marie Le Pen a enregistrés le soir du second tour des élections présidentielles. Mais avec une réussite plus importante, dans la mesure où les élections législatives françaises sont régies par le scrutin majoritaire alors que les élections belges sont gouvernées par le système de la proportionnelle. En d'autres termes, la représentativité du Front National français est passablement amoindrie dans la mesure où le scrutin majoritaire élimine les formations les plus faiblement représentées. Dans le cas où un candidat FN est présent au second tour des législatives, le sursaut républicain a généralement conduit le candidat du parti traditionnel arrivé second à s'effacer au profit de son adversaire non-frontiste. Par exemple,

si au soir du premier tour, le candidat PS récolte 20 %, celui de l'UMP, 30 %, et celui du FN, 25 %, le candidat du PS s'efface au profit de celui de l'UMP, appelant généralement à le soutenir. Il y a donc très peu de chances pour qu'un candidat FN soit élu à l'Assemblée Nationale. En Belgique, en revanche, le mode de scrutin accorde par arrondissement électoral et par liste un nombre de sièges proportionnel aux résultats obtenus⁽¹⁾. L'emprise du Vlaams Blok sur les institutions est donc beaucoup plus importante en Belgique, et singulièrement en Flandre et à Bruxelles, que celle du Front National en France. Et pour deux raisons. D'une part, le Blok dispose d'une représentativité proportionnelle à tous les niveaux de pouvoir. D'autre part, l'effet du scrutin majoritaire «dope» le ou les parti(s) arrivé(s) en tête alors que la proportionnelle fragmente la représentativité des partis, ce qui fragilise leur position.

Outre la Flandre, Jean-Marie Le Pen a également fait tache d'huile dans la partie francophone du pays, dans la mesure où le parti belge homonyme a récupéré à la fois son symbole, la flamme, et son nom. Il n'est pas à exclure que la couverture médiatique dont Jean-Marie Le Pen a bénéficié à l'occasion des élections présidentielles ait indirectement favorisé la percée relative réalisée par le Front National belge aux dernières élections législatives. Peu médiatisé, peu structuré, communiquant très faiblement, disposant de moyens très limités en comparaison du Vlaams Blok, le parti dirigé par Daniel Féret n'en partage pas moins pour l'essentiel les idées du Front National français. ■

⁽¹⁾ Nous n'entrons pas ici dans la mécanique du calcul exact du nombre de sièges, telle qu'elle est fixée par le Code électoral.

© D.R.



Pierre Milza⁽¹⁾ : le cas italien

L'Italie est l'un des rares pays européens, avec l'Espagne, le Portugal et la Grèce où l'extrême droite

pure et dure est faible. Ce qui restait de mouvance fasciste s'est complètement concentré dans des petits mouvements marginaux. Il n'y a plus de force politique capable de faire la synthèse entre les différentes tendances de l'extrême droite italienne. Seule la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, a véritablement conservé les traits d'un parti d'extrême droite et d'un parti national-populiste. Il reste anti-parlementaire, hostile à l'establishment et à la classe politique romaine, xénophobe, passablement raciste. Il faut cependant noter qu'il ne représente aujourd'hui que 5 à 7 % de l'électorat alors qu'il a atteint des chiffres il y a dix ans qui commençaient à se rapprocher de ceux du Front National français. Mais aujourd'hui, il est fortement réduit, ce qui ne veut pas dire qu'il ne reste pas dangereux.

Forza Italia, qui est à lui seul dans une position pratiquement identique à celle de l'UMP en France, c'est-à-dire en situation d'une quasi-majorité absolue, est l'équivalent, à peu de chose près, de l'aile droite de ce qu'était la démocratie chrétienne. Ce n'est donc pas un parti fasciste. C'est un parti de gouvernement qui présente des aspects populistes et réactionnaires mais que l'on ne peut pas qualifier de parti d'extrême droite.

L'Alliance Nationale, l'ex-MSI, de Gianfranco Fini, a été un parti fasciste si l'on remonte à ses origines. Mais il est devenu un vrai parti de droite conservatrice. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas en son sein des petits cadres qui aient conservé la mentalité, les

idées, les fantasmes du fascisme, mais ils sont de moins en moins nombreux. La conversion de Fini à la démocratie a abouti à la création d'un vrai parti de droite. Il a tourné le dos au racisme, condamné le fascisme, et les propositions qu'il a faites en matière d'immigration sont moins dures que celles qui sont défendues par certains partis démocratiques. D'ailleurs, les rapports entre l'Alliance Nationale et le Front National français sont très mauvais. A la différence de Fini, Le Pen reste le chef d'un parti dont la culture profonde demeure celle de l'extrême droite traditionnelle. Il n'a pas renié Vichy, pas plus qu'il n'est revenu sur ses prises de position xénophobes et racistes. La recherche de la respectabilité symbolisée par Marine Le Pen constitue, selon moi, un rideau de fumée. Elle est là provisoirement, dans le but d'essayer de conquérir une frange de l'électorat UMP qui risque d'être attirée par le caractère un peu moins extrémiste que celui de son père, mais cette stratégie a peu de chance d'aboutir en raison du sexisme, du machisme, du fascisme qui caractérise l'électorat du Front National français. Le fait de mettre en avant une femme risque de ne pas être apprécié par ces électeurs. Et je ne vois pas Marine Le Pen remplacer son père, dont le succès tient pour beaucoup à son côté bateleur de foire hyper-masculin. Le cas italien est très différent.

Si demain, Forza Italia disparaissait, le scénario le plus probable serait de voir Fini ramasser la mise et mettre en place en Italie un grand parti conservateur non fasciste que l'Italie n'a jamais eu depuis 1945. L'électorat de Fini sera en gros analogue à celui de la droite classique française. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il n'y aura pas des électeurs appartenant à la classe populaire qui

voteront pour Fini, mais pour des motifs analogues à ceux qui justifient le vote populaire pour certains partis de la droite classique, comme dans le cas du mouvement gaulliste. L'Alliance Nationale est un parti profondément conservateur mais il fait également preuve de réelles préoccupations sociales qui peuvent drainer un électorat populaire.

Au fond, ce qui empêche la montée d'une véritable extrême droite italienne, dotée de ses caractères classiques, c'est la force de la droite populiste mais démocratique. Or, le succès de Forza Italia repose avant tout sur le «charisme» de Silvio Berlusconi. S'il venait à perdre son chef, rien ne permet d'affirmer que le parti restera une force très importante. Et à ce moment-là, l'Italie risque de voir resurgir une Ligue puissante et des mouvements fascistes. Ce que l'on peut conclure du cas italien, c'est qu'aussi longtemps qu'il existera une droite forte et une gauche pas trop désunie, l'extrême droite restera marginalisée.

⁽¹⁾ Professeur émérite des Universités à l'IEP de Paris, enseignant-chercheur au CHEVS (Centre d'Histoire de l'Europe du Vingtième Siècle), Pierre Milza est spécialiste de l'histoire du fascisme et de l'Italie des 19^e et 20^e siècles.

Lire notamment :

- *L'Europe en chemise noire*, Fayard, 2002
- *Mussolini*, Fayard, 1999
- *Dictionnaire historique des fascismes et du nazisme*, (co-écrit avec Serge Berstein), Complexe, 1992
- *Les fascismes*, Seuil, 1991
- *Fascismes français. Passé et présent*, Flammarion, 1991



Roger Laboureur, ancien journaliste sportif, RTBF

Les psychologues, les sociologues et, en général, tous ceux qui se penchent sur l'étude de l'Homme et de son comportement envers ses semblables, nous le confirment : dans notre monde moderne, qui s'ouvre davantage au fil des années et connaît une forte évolution démographique, les anciennes barrières, éternelles sources de séparation entre les êtres humains, sont loin de tomber. C'est l'avis d'un grand nombre de gens. D'autres personnes, plus optimistes, rêvent d'un monde plus juste où chacun accepterait et respecterait l'autre. Vœu pieux? Ayons la faiblesse de ne pas le croire. Il ne se passe pas un jour sans que les problèmes d'intégration des étrangers dans notre société ne soient abordés dans les médias. Parmi les remèdes préconisés pour que chaque citoyen du monde se sente chez lui, là où, bien souvent, les hasards de la vie l'ont transposé, faisant de lui un immigré, le sport peut incontestablement jouer un rôle primordial. Depuis quelques années, des efforts sont entrepris à tous les niveaux pour que ces «étrangers» trouvent, dans l'activité sportive, un moyen de côtoyer des adolescents nés dans ce qui est devenu leur pays. Le sport, et sa symbolique faite de solidarité et de dépassement de soi, n'est-il pas le vecteur idéal pour qu'un jeune trouve l'épanouissement auquel il a droit dans notre société? Pas mal de responsables de l'intégration dans les quartiers dits «à diffi-

cultés» l'ont compris. Des clubs se sont créés çà et là. Certes, la réussite n'a pas toujours été totale, mais combien de jeunes, en mal de vivre, n'ont-ils pas trouvé dans le sport une sorte d'exutoire qui leur a fait grand bien et ouvert d'autres horizons? Au plan national, des sportifs d'une autre culture sont parvenus à s'imposer aux yeux des plus réticents et des plus sceptiques grâce à leur talent et à leur comportement social irréfutable. L'exemple vient d'en haut, dit-on. Pour ne citer qu'un cas parmi d'autres, l'éclatant parcours de l'équipe de France de football, championne du monde en 1998 et d'Europe en 2000, composée de plusieurs joueurs issus de l'immigration, a suscité des vocations dans les banlieues des grandes villes de l'Hexagone. Chez nous également, on constate que de plus en plus de «nouveaux Belges» se hissent au plus haut niveau de la hiérarchie sportive. Pourquoi pas nous? C'est le raisonnement que tiennent des adolescents issus de l'immigration, bien souvent désœuvrés et vivant dans de véritables ghettos. Oui, pourquoi pas eux? Ouvrons-leur les portes des salles de sport et des stades, des lieux, ô combien plus fréquentables que la rue, source de délinquance, de conflits et de violences. La rue, triste théâtre de la descente aux Enfers pour pas mal de jeunes entraînés dans le tourbillon infernal et livrés à eux-mêmes.



Stéphane Rosenblatt,
directeur de l'information
et des programmes,
RTL-TVI

Je n'en ai pas de photo, pas d'image matérielle. Pourtant, ces moments sont si profondément gravés en moi. Le père, arraché à ses parents et au nazisme, arrivant en Belgique dans un convoi d'enfants étrangers. Le grand-père travaillant à la mine. La grand-mère vendant au porte-à-porte de l'étoffe dans les rues de Charleroi. Ils ne parlaient pas la langue. Tout leur était étranger. Pourtant, plus tard, jamais nul ne doutera qu'ils ne sont pas d'ici. Enfants d'une Belgique qui leur a finalement souri. Cette Belgique simple et fraternelle, c'est la mienne... celle que j'aime.



Benoît Blampain,
comédien
metteur en scène
directeur
artistique du
festival *Théâtre au vert*

J'aime la différence. Elle m'enrichit. La singularité de l'autre, d'un comédien par exemple, sa personnalité, son originalité, son unicité nous permettent, à lui et à moi, de construire une interprétation, de créer un rôle. C'est dans sa différence que je puise mon envie de travailler avec lui. Elle me propose de voir le monde d'un autre point de vue. La différence de l'autre ne peut s'épanouir que dans un pays de liberté, dans un monde de liberté, dans la tolérance.



MENSUEL - N° 6 - AVRIL/MAI 1990 - PRIX : 100 FB - 20 FF.

Bureau de dépôt : Bruxelles X.



**LE PEN
ET
LES BELGES**



1940, 28 décembre :

Volksverwering, la Défense du Peuple, hebdomadaire de propagande pour la sauvegarde du sang et du sol, après les premières ordonnances antijuives de l'occupant. De terugtocht? Le retour! Smouskopski? Tête de Youpin!



Front National



1994, 12 juin :
tract du Front National pour
les élections européennes

La tache noire en Belgique

Une décennie noire

1991, le 24 novembre, un dimanche, le dimanche noir ou mieux, comme le disent les démocrates flamands qui ont toutes les raisons de s'alarmer, le *Zwarte Zondag* : les résultats des élections législatives à peine connus provoquent un choc. *Une gueule de bois électorale*, écrit Bénédicte Vaes en guise d'édito dans *Le Soir!* La tache noire gagne la Belgique, mais elle s'y étend de manière inégale selon les communautés linguistiques et les Régions, Flandre, Bruxelles et Wallonie. Ce trait de l'extrême droite dans ce pays n'est pas nouveau. Si sa poussée aux élections de 1991 rappelle celle de 1936 quand l'extrême droite avait, elle aussi, fait sa percée, son succès était alors avant tout francophone.

L'extrême droite des années 30

A peine issu de l'Action catholique dans la jeunesse, Rex, le mouvement de Léon Degrelle qui évoluait vers un fascisme à l'italienne, fait d'entrée de jeu un score de 11,5 % à l'échelle du Royaume. Il est de 15,1 % en Wallonie et de 18,5 % à Bruxelles. Les Nationalistes flamands du Vlaamsch Nationaal Verbond (VNV), tournés vers le III^e Reich hitlérien depuis 1933, sont en lice depuis 1932 et progressent de 5,9 % à 7,1 % à l'échelle du pays, obtenant 13,6 % en Flandre. Ainsi, avec des taux de pénétration variables, l'extrême droite, plutôt francophone que néerlandophone, recueille au milieu des années 30 le vote d'un citoyen sur cinq. Le succès électoral de Rex, pour fulgurant qu'il ait été, n'est cependant qu'un feu de paille : aux élections de 1939, son parti s'effondre littéralement, il perd les deux tiers de ses voix. Imperturbable, le VNV, prêt à se convertir au national-socialisme,

continue sa progression avec 8,3 % des voix à l'échelle du pays. En Flandre, il double pratiquement ce score, atteignant la barre des 15 %, soit le vote d'un citoyen flamand sur sept. Cette tendance lourde du nationalisme flamand se retrouve, 60 ans plus tard, avec le Vlaams Blok et ses succès électoraux.

Le Vlaams Blok

Ce parti nationaliste d'extrême droite est né en 1978 d'une double¹ dissidence radicale de la Volksunie, un parti nationaliste flamand qui, fondé en 1954, avait voulu, avec 10 % des voix dans le Royaume en 1977, faire le pari de la démocratie dans un Etat ouvert aux communautés linguistiques et aux Régions. Pendant une dizaine d'années, le Blok cherche à rallier les plus radicaux du nationalisme flamand. Si d'emblée, il a pu faire élire Karel Dillen, son président-fondateur, à Anvers, bastion traditionnel du radicalisme d'extrême droite en Flandre, le parti plafonne à moins de 2 %. Dans ce surplace électoral, il sent un frémissement qui freine les tentations centrifuges des courants le composant, nationaliste-vieille garde, catholique ultra-libéral ou jeune nationaliste-révolutionnaire. Ce dernier courant provient, avec Filip Dewinter et ses amis, du Nationalistisch Studenten Verbond, un cercle d'étudiants nationalistes d'extrême droite. En 1987, le jeune leader est

élu député avec la première avancée du Vlaams Blok. Publiant en 1989 son livre *Eigen Volk Eerst. Antwoord op het vreemdelingenprobleem (Notre propre peuple d'abord, réponse au problème des étrangers)*, il axe le programme du parti sur le refus de l'immigration et le rejet des immigrés.

La nouvelle ligne xénophobe lui donne un second souffle. Au *Zwarte Zondag* de 1991, ce sont 6,58 % des électeurs qui, à l'échelle du pays, se portent sur ses listes. Ce résultat national masque l'essentiel, à savoir qu'il obtient 16,7 % dans la province d'Anvers et même 20,7 % dans l'arrondissement d'Anvers.

“ Filip Dewinter, J'ai personnellement beaucoup de respect pour Le Pen et surtout pour la constance de son action. Il fallait avoir du courage pour aller se battre volontairement en Algérie. Je regrette que la presse ait fait tellement de cas de certaines déclarations du leader du Front National (sur Durafour crématoire ou le détail de l'Histoire). ”

in *Parce que!*, n°7, 22 février 1990, p. 17

Le Vlaams Blok est désormais le premier parti dans cette ville, la deuxième du pays. Dewinter l'a doté d'un programme de 70 propositions pour la solution du problème des étrangers². Sa démarche idéologique procède d'une manière analogue à celle que les nazis ont imaginée pour identifier les Juifs. Le Juif du problème posé par Hitler et ses partisans était

défini par référence à trois de ses grands-parents. L'étranger du problème posé par Dewinter et ses amis du Vlaams Blok inverse la filiation : il vise l'immigré et, dans la foulée, ses enfants, souvent nés dans le pays d'immigration, et aussi ses petits-enfants, toujours nés

dans celui-ci. Tous relèvent de la solution. Comme au temps de celle du problème juif avant qu'elle ne bascule, en 1941-1942, dans la déportation génocidaire, le but final du programme nationaliste, en l'occurrence, ses propositions 69 et 70, est d'éloigner cette population qui, troisième génération incluse, n'est pas de souche flamande. La menace de refuser l'octroi de subsides aux partis qui ne respecteraient pas la Convention européenne des Droits de l'Homme incite Dewinter et ses amis à réactualiser en 1996 le programme en arrondissant ses angles, mais en conservant la même philosophie.

Soignant son image, le parti ne cessera d'élargir et de consolider son avance. Le 18 mai 2003, il dépasse la barre des 10 % au niveau fédéral avec 11,68 %, pas moins de 767.605 voix. En proportion, les résultats anversoïses sont plus significatifs. Dans la circonscription d'Anvers, il rallie le quart des électeurs, à un point près : 24,09 %; aux élections communales de 2000, il a obtenu dans l'entité anversoïse 33 % des voix. La municipalité est à portée de main, a fortiori en 2006, quand la désignation des bourgmestres des communes belges s'effectuera au suffrage universel.

Les Fronts de l'extrême droite francophone

Du côté francophone, l'extrême droite est, au tournant du 21^e siècle, tout aussi inconséquente qu'elle l'était dans les années 30. Les groupuscules y prolifèrent, souvent avec les mêmes activistes qui passent de l'un à l'autre. Scissions et

© RTL-TVI



Jean-Paul Andret, journaliste, RTL-TVI

La tolérance c'est le respect de «l'autre», c'est accepter qu'il affiche des convictions politiques ou philosophiques que non seulement nous ne partageons pas, mais qui soient carrément à l'opposé des nôtres et qui parfois nous surprennent ou nous heurtent. C'est accepter que nous ne soyons pas tous semblables, issus du même moule et regardant dans la même direction. Le moins que l'on puisse espérer, c'est que celui envers qui on se montre tolérant ait la même attitude à notre égard. Si le choc des cultures est source d'enrichissement, il faut que l'échange soit pacifique et non imposé. Utiliser les marques de sa religiosité comme une arme, comme une provocation est intolérable. Tout comme il est inadmissible de rejeter «l'autre» sous le simple prétexte qu'il ne répond pas aux critères communément admis au sein de notre environnement immédiat. L'intolérance se nourrit à plusieurs sources parmi lesquelles l'envie, la haine ou la peur. Peur de l'autre, peur de l'inconnu, peur de la différence. C'est ce sentiment qu'il faut combattre, non seulement parce que la plupart du temps, la peur est irraisonnée mais aussi parce que c'est sur cette peur que comptent les partis racistes pour gonfler les rangs de leurs partisans. La Belgique a toujours été une terre d'accueil. Et pas uniquement des poètes français! C'est cette atmosphère multiculturelle permanente qui la rend si attachante. Parce que notre pays est de taille modeste, il a réussi jusqu'à présent à éviter le nationalisme exacerbé. La Belgique est une fenêtre ouverte sur le monde, ouverte au monde. Il est impératif qu'elle le reste.

¹ Le Vlaams Blok est, au départ, un cartel de deux dissidences de la Volksunie, le Vlaams-Nationale Partij, créé à l'initiative de Karel Dillen, le futur président «à vie» du Blok et le Vlaamse Volkspartij de Lode Claes

² Filip Dewinter, *Immigratie : de oplossing. 70 voorstellen ter oplossing van het vreemdelingenprobleem*, Brussel, Vlaams Blok, 1991.



Xavier Mabille ⁽¹⁾ : Quel est le pouvoir de nuisance de l'extrême droite en Belgique?

La progression continue depuis plus d'une quinzaine d'années du parti nationaliste flamand est un phénomène extrêmement préoccupant qui n'a pas d'équivalent en Europe. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, Karel Dillen, le fondateur du Vlaams Blok, a été l'un des premiers traducteurs des écrits négationnistes en Belgique. La filiation avec un certain nombre de milieux nationalistes flamands qui s'étaient compromis dans la collaboration est donc évidente depuis la création du parti, qui s'est depuis fortement développé. Sa véritable percée a débuté au moment où il a cessé d'exploiter uniquement le nationalisme flamand et où il a commencé à s'exprimer sur des thèmes comme l'immigration, la sécurité ou la famille.

Fort de sa position en Belgique, le Blok a noué de nombreux liens avec d'autres formations d'extrême droite européennes, comme le Front National français. Quand les premiers députés européens des Republikaner (parti d'extrême droite allemand) ont été élus, Karel Dillen a pris l'initiative de réunir à Bruxelles le chef du parti allemand d'extrême droite, l'ancien Waffen SS Franz Schoenhuber, et celui du Front National français. La rencontre avait pour but de créer le nouveau groupe parlementaire des droites européennes. Les relations entre le Blok et le parti de Jean-Marie Le Pen n'ont cessé de se développer depuis, puisqu'au soir du premier tour de l'élection présidentielle, le Vlaams Blok était présent à Paris...

Le Blok représente donc une force politique considérable. A ce point considérable qu'en raison de la mécanique politique belge, on peut imaginer qu'il soit capable de se constituer en véritable minorité de blocage.

Supposons que demain, en Flandre, deux partis politiques ne suffisent numériquement pas à former une majorité parlementaire. Deux options sont possibles. Soit ces deux formations politiques recherchent l'appui du Blok, mais si ce dernier pose des conditions inacceptables, le processus s'interrompt et les institutions sont paralysées. Soit émerge une coalition à «l'inversoise», c'est-à-dire une tripartite démocratique au sein de laquelle les programmes des trois partis qui la composent ont tendance à s'annuler réciproquement, et qui permet au Blok de disposer du monopole de l'opposition et donc, d'être presque assuré, du même coup, de progresser d'élection en élection. C'est une perspective un peu catastrophale mais elle n'est pas à exclure. Contrairement au Blok, le Front National n'a pas, à l'heure actuelle, de quoi convaincre de sa capacité à peser sur le jeu politique belge, ni en terme d'encadrement, ni en terme de programme, ni en terme d'implantation. Alors que ces éléments fondamentaux lui manquent, comment expliquer qu'il a enregistré des résultats électoraux qui sont en progression? La question est difficile parce que la connaissance de l'électorat du Front National reste très lacunaire, dans la mesure où il n'est pas suffisamment important pour apparaître de manière significative dans les enquêtes post-électorales. Risquons-nous cependant à quelques hypothèses. Le Front National est une sorte de marque connue, de label déposé qui a bénéficié de la médiatisation de la formation politique française d'extrême droite. Mais d'autres éléments doivent être pris en considération. Parmi ceux-ci, la crise de confiance du citoyen à l'égard du monde politique joue sans doute un rôle déterminant. J'ai souvent utilisé le terme de désespérance pour qualifier l'état d'esprit de l'électorat du Front

National, composé de gens qui peuvent légitimement se considérer comme les laissés-pour-compte de la société. Ils connaissent une situation difficile persistante et estiment que les partis traditionnels les ont abandonnés. Dans ces conditions, n'importe quel vote contestataire est à leurs yeux le bienvenu. Un vote de protestation plutôt que d'adhésion parce que l'on ne sait pas très bien à quoi ils pourraient adhérer, tant les propositions du Front National sont inconsistantes, voire, inexistantes. Mais pour certaines personnes, c'est un peu le dernier recours. Il est également à noter que le Front National s'adresse à une partie de l'électorat qui est peu politisée, auprès de qui la «une» de certains journaux ou certaines émissions de télévision produisent certains effets qui la préparent, en quelque sorte, à une réaction de rejet du monde politique traditionnel et des institutions.

Ce texte a été rédigé par nos soins sur base d'une interview originale que Xavier Mabille nous a accordée.

⁽¹⁾ Xavier Mabille est le président du CRISP

A lire notamment :

- *La Belgique depuis la Seconde Guerre mondiale*, CRISP, 2003
- «L'évolution récente des partis politiques», *Courrier Hebdomadaire du CRISP*, n°1759, 2002
- *Mémoire et histoire*, Dossiers du CRISP n°55, 2002
- *Histoire politique de la Belgique. Facteurs et acteurs de changements*, éditions 1986, 1992, 1997 et 2000
- «Observations finales» in *L'extrême-droite en Belgique francophone* (coll.), De Boeck Université, 1994, pp. 251-255
- «L'extrême droite aux élections belges», in *Futuribles*, Paris, 1992, n° 161, pp. 26-32

La tache noire en Belgique

→ dissidences s'y entrecroisent. De surcroît, ce microcosme ne se trouve pas la personnalité d'envergure dont le charisme ferait leur figure de marque. L'effet Le Pen devrait y suppléer. Il date des élections européennes de 1984, où le FN fait sa percée, avec 11 % des voix. L'année suivante, un Front National-National Front (FN-NF) voit le jour en Belgique. Comme Le Pen l'a emprunté aux néo-fascistes du Mouvement Social Italien, le FN belge adapte aux couleurs nationales le logo de la flamme tricolore française. Il lui faut aussi l'investiture du chef. Le Pen se prête volontiers au jeu de la photographie historique, encore qu'il préfère, dans le cas belge, dire son *estime* et son *amitié* à Karel Dillen, le fondateur du Vlaams Blok. Du côté francophone, le président-fondateur du FN, un médecin nommé Daniel Féret, qui en exhibe la photo pour sa marque personnelle, n'a pas le monopole de l'intronisation. Il n'a pas non plus celui de la représentation de l'extrême droite francophone. Au départ, sa formation n'y a pas du tout la cote. Sa première prestation électorale en 1985 est des plus médiocres. D'une part, un parti poujadiste anti-impôts, l'Union Démocratique pour le Respect des Droits du Travail, capitalise une masse d'électeurs, plusieurs dizaines de milliers, susceptibles d'apporter leurs voix à l'extrême droite. D'autre part, le FN n'est pas vraiment un front et plusieurs petites listes d'extrême droite lui disputent le terrain, surtout «Forces», la liste du parti des forces nouvelles (PFN) où Féret a milité en son temps. Avec ses 3.738 voix, le FN n'atteint pas la moitié du score de son principal rival, il fait à peine 0,06 % à l'échelle du pays. Il double ce score aux élections de 1987,

devançant les autres petites listes de sa tendance. Même en 1991, lorsqu'il sort de l'ombre avec 64.992 voix, il ne fait pas le plein de l'électorat francophone d'extrême droite. La liste AGIR, une Avant-Garde d'Initiative Régionaliste, dissidence du PFN à Liège, en détourne une dizaine de milliers d'électeurs. S'il obtient son premier député national -et ce n'est pas le président-fondateur qui réussit à se faire élire!-, le FN reste à un niveau très bas. A l'échelle fédérale, à peine 1,1 % des électeurs lui accordent leurs suffrages, alors que le Vlaams Blok en récolte six fois plus. Son président-fondateur tiendra enfin son premier mandat de député fédéral, dans le Hainaut, aux élections de 1995, dix ans après la fondation. S'il n'est pas parvenu à écarter AGIR qui lui prend 15.374 voix, le FN fait sa percée. Il passe largement le cap des 100.000 électeurs, 138.496 (soit 2,28 %). Avec deux députés à la Chambre, il a gagné la bataille de la représentation de l'extrême droite dans cette partie du pays. La poussée du FN risque d'être une victoire à la Pyrrhus pour son président-fondateur. L'autre députée, Marguerite Bastien, élue en mai dans la circonscription de Bruxelles-Hal-Vilvorde, lui dispute aussitôt la direction du parti. Ancienne magistrate, ex-conseillère à la Cour du Travail, elle vient du Parti libéral. Lui-même ancien du Parti libéral, Féret avait attiré ainsi plusieurs personnalités connues pour leur positionnement à l'extrême de la droite. Faisant dissidence quatre mois après son élection, Bastien les entraîne dans un Front Nouveau de Belgique (FNB) que sa présidente conservant son siège représente à la Chambre. Les ralliements au groupe de Bastien

-la dissidence la plus sérieuse survenue au FN-, entament l'image de l'extrême droite francophone. En France, celle de Le Pen se ternit avec la dissidence du Mouvement National Républicain de Bruno Mégret en 1998. L'effet se cumule. Aux élections législatives de 1999, où le Vlaams Blok, impassible, continue d'engranger de nouveaux succès, le Front de Féret perd le tiers de ses suffrages, il tombe à 90.401 électeurs, soit 1,45 % à l'échelle du Royaume. Le Front de Bastien n'en récupère que 22.491! Un résultat aussi médiocre, 0,36 % des voix, prive la présidente du FNB de son siège au Parlement fédéral. Elle rattrape la mise au Conseil de la Région

de Bruxelles-Capitale, où les 5.528 voix recueillies par sa liste lui permettent de siéger comme députée régionale. Elle n'attendra pas les élections de 2003 pour avouer son échec. En 2001, elle quitte la présidence de son parti et, en août 2002, elle siège au Parlement bruxellois comme indépendante. Un an après, le Front Nouveau a perdu

les deux tiers de son électorat. En revanche, le Front National que l'on croyait en déclin se redresse de façon inattendue. Dopé par l'effet Le Pen des présidentielles de 2002, il repasse la barre des 100.000 avec 130.012 voix, soit 1,98 %. Féret conserve son siège à la Chambre et sa liste en rem-

porte 2 au Sénat, l'un par la voie directe, l'autre par cooptation.

L'enjeu de Bruxelles, un point de rupture?

Le Front National ne fait cependant pas le plein des voix de l'extrême droite francophone. La Région de Bruxelles-Capitale est l'un de ses points faibles. Potentiellement, le Front National-Nationaal Front pouvait, dans cette région bilingue, empiéter sur l'électorat flamand du Vlaams Blok, comme en son temps, un Léon Degrelle avait, avec une structure appropriée, Rex Vlaanderen (Rex Flandre), disputé non sans succès l'électorat flamand d'extrême droite au VNV. Le FN de

Féret n'a pas cette capacité organisationnelle. Il n'a même pas assez d'éléments pour occuper son propre domaine et encadrer son électorat. Celui-ci, il est vrai, n'a pas vraiment besoin de sa présence physique pour sanctionner les partis traditionnels et exprimer son rejet du politique en votant pour la marque de Le Pen en Belgique. Encore

faut-il que le FN soit en état d'effectuer les démarches requises pour présenter ses listes. Il y supplée, ainsi aux élections communales de 1994, en falsifiant les signatures de parrainage. La découverte de la fraude entraîne l'annulation de plusieurs d'entre elles. Plus grave, l'année sui-

vante, c'est la liste de ses candidats au Sénat qui est rejetée, celle où Féret avait misé sur la popularité de Roger Nols, récemment recruté. Il n'y a pas cet amateurisme au Vlaams Blok. S'il ne dispose pas comme les partis traditionnels d'une large base en proportion de son électorat massif, il est néanmoins présent partout et là où on l'attend le moins.

C'est le cas dans la Région de Bruxelles-Capitale, où il est le premier des partis flamands depuis les élections régionales de 1999. Le médiatique ex-commissaire de police de Schaerbeek, Johan Demol, qui avait tu ses contacts avec le Front de la Jeunesse à la fin des années 70, conduisait la liste du Blok (il obtient

12.421 voix de préférence). Surtout, le Blok double sa représentation au Conseil régional. Il a 4 sièges sur les 11 de la Commission communautaire flamande. Il n'y a donc pas la majorité, mais il oblige, comme à la Ville d'Anvers, les autres partis politiques à taire leurs divergences et, plus grave, ce qui fait leurs différences et redonne du sens à la politique. L'alliance élargie des partis démocratiques joue la fonction de cordon sanitaire autour du Vlaams Blok : il s'agit, en l'empêchant d'avoir prise sur le pouvoir, de persuader son électorat qu'une voix en sa faveur est un vote perdu. On a aussi porté à 17

le nombre des sièges à la Commission flamande. Si néanmoins une nouvelle poussée et l'appui de quelques transfuges lui donnent la majorité, le Blok réussirait le coup de force de paralyser tout le système institutionnel belge à partir de la Région de Bruxelles-Capitale. A ce niveau de pouvoir, la double majorité est exigée dans chacune des communautés pour former le gouvernement. L'enjeu mérite qu'à Bruxelles, le Vlaams Blok fasse preuve de souplesse et mette en sourdine les objectifs du nationalisme flamand. Il a aussi adapté sa propagande électorale au bilinguisme et, travail plus subtil, il chasse sur le domaine du FN avec les transfuges de ce dernier.

Aux élections législatives de 2003, un tiers des électeurs francophones d'extrême droite auraient reporté leurs voix sur le Blok à la Chambre. Et son électorat serait à 40 % composé d'électeurs francophones. Des électeurs du parti d'extrême droite flamand seraient ainsi des francophones. Ces flux et reflux au sein des extrêmes droites du pays donnent à penser que leurs scores s'additionnent. En 2003, toutes tendances confondues, l'extrême droite dispose d'un électorat d'environ 900.000 électeurs. Un citoyen sur sept ou sur huit, en âge de voter, porte sa voix sur ces formations. ■



Eric Angelini,
producteur de
télévision,
Keynews TV

Démons personnels

Je lui mets mon poing dans la gueule tous les jours. C'est moi qui saigne. Je le couvre d'insultes - bachi-bouzouk! babouin! bibendum! C'est moi qui m'essuie le visage. Je lui tords le bras - et c'est moi, encore, qui m'échappe de justesse. Reste là! Je lui course le train. Il me rattrape, évidemment. J'essaie de discuter, j'explique - pour ne plus avoir peur. Peur quand même. J'ai quelques principes. Lui non plus. Moi aussi. Tiens, une bouffée de haine qui revient : attrape ça, connard de ta race! Caucasiens! Valériquais! Allobroge! Vanuatans! C'est dur de penser contre soi-même, de se battre contre son double, ou sa moitié : on se prend des pains pas possibles - j'ai des bleus partout. Pour faire la paix, faisons la paix. En nous d'abord. Sale pauvre! Ta gueule! Chez les Grecs! Ça recommence. Chez moi c'est baston à tous les étages, à toute heure, toute l'année. Va falloir me civiliser tout ça. Desserre le poing. Toi le premier. Non, toi. Non. D'accord... On se parle : c'est quoi un Valériquais? Un habitant de Saint-Valéry-en-Caux, quelque part sur la Manche, aucun rapport. Et il fait comment là-bas? Faut voir. On y va? J'y suis allé - avec moi. On est réconcilié. Là-bas c'est comme partout. Faut se battre.

**“ Filip Dewinter :
Si on nous traite de
racistes, parce que nous
appliquons le principe
"Notre peuple d'abord"
et que nous voulons lui
donner la priorité,
nous considérons alors
le racisme comme un titre
honorifique. ”**

Conférence à Leuven, en novembre 1991,
d'après Rinke Van den Brink,
L'Internationale de la baine.
Paroles d'extrême droite, Bruxelles,
éditions Luc Pire, 1996, p. 103.

**“ Filip Dewinter :
N'est-ce pas le féminisme
qui a permis la libéralisation
de l'avortement,
le nombre croissant de
divorces, l'usage de la
contraception?
Le féminisme mine notre
société parce qu'il fait
vaciller ce qui constitue
le fondement de notre
société, à savoir
la famille. ”**

D'après Jo De Leeuw et Hedwige
Peemans-Pouillet dir., *L'extrême droite contre les
femmes,* Bruxelles, éditions Luc Pire,
1995, p.108.



Luc Pire,
éditeur

J'en ai marre d'une certaine tolérance. J'en ai marre qu'on tolère la haine qui grandit.

J'en ai marre qu'on tolère que l'argent public finance le Vlaams Blok.

J'en ai marre qu'on tolère des antisémites dans les manifestations antiguerres.

J'en ai marre qu'on tolère les discours antiarabes.

J'en ai marre qu'on tolère les insultes contre notre système démocratique, le Parlement, la justice, l'Etat de droit.

J'en ai marre qu'on oublie que dans l'histoire de l'humanité, jamais il n'a existé (et n'existera peut-être plus jamais) un système où le citoyen a autant de (contre-) pouvoirs et de recours.

J'en ai marre qu'on tolère le poujadisme d'extrême droite.

J'en ai marre qu'on tolère les intégristes religieux.

J'en ai marre de cette tolérance-là. Il serait temps que les démocrates soient parfois moins tolérants.

Sinon il n'y aura plus de démocratie.



Les droites de rupture



Gianfranco Fini

Face à l'horreur de l'Holocauste, [...] il faut faire en sorte que jamais plus un seul être humain ne subisse ce que le nazisme a réservé à tout le peuple juif.

A la condamnation des bourreaux d'hier, il faut ajouter l'enseignement qui nous est rapporté par l'histoire des Justes. Ceux-ci démontrent qu'il ne peut y avoir aucune justification, non seulement pour celui qui a tué, mais aussi pour celui qui pouvait sauver un innocent et ne l'a pas fait. [...]

Nous devons le faire pour connaître nos Justes et en transmettre l'exemple. Nous devons le faire pour dénoncer les pages honteuses qui se trouvent dans l'histoire de notre passé.

Dédicace au Registre de Yad Vashem à Jérusalem, le 24 novembre 2003

Le Pen : Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas existé. Je n'ai pas pu moi-même en voir. Je n'ai pas étudié spécialement la question. Mais je crois que c'est un point de détail de la deuxième guerre mondiale.

Journaliste : Six millions de morts, c'est un point de détail?

Le Pen : Six millions de morts? Comment?

Journaliste : Six millions de Juifs morts pendant la Seconde Guerre mondiale, vous considérez que c'est un point de détail?

Le Pen : La question qui a été posée est de savoir comment ces gens ont été tués.

Journaliste : Ce n'est pas un point de détail !

Le Pen : Si, c'est un point de détail de la guerre. Voulez-vous me dire que c'est une vérité révélée à laquelle tout le monde doit croire, que c'est une obligation morale? Je dis qu'il y a des historiens qui débattent de ces questions.

Le Grand Jury RTL-Le Monde, le 13 septembre 1987

Après les déclarations que Gianfranco Fini, le chef de l'Alliance Nationale, a tenues à Jérusalem, le 24 novembre 2003, la petite-fille de Benito Mussolini, Alessandra, décide de quitter le parti. L'incident serait anecdotique s'il ne renvoyait pas, au-delà du simple événement, à une fracture beaucoup plus profonde de l'histoire récente de l'Italie et du fascisme italien qu'une simple querelle d'intérêts entre deux personnalités publiques.

Les propos du vice-Premier ministre italien à Yad Vashem, le mémorial des victimes de la Shoah, étaient, en effet, inacceptables pour les nostalgiques du fascisme mussolinien. Fini a dénoncé le régime pour ses lois raciales

de 1938 et, plus encore, pour les crimes perpétrés durant la République sociale installée à Salò en 1943 après que le III^e Reich hitlérien eut remis en selle le dictateur déchu. C'en était trop pour la petite-fille de Mussolini. Elle avait jusqu'alors suivi le chef de l'Alliance Nationale, non sans réticences il est vrai, dans la conversion du Mouvement Social Italien néo-fasciste en une formation post-fasciste ambitionnant de se positionner à droite.

Après le voyage israélien de Fini, elle rompt avec éclats et fonde *Liberta d'azione*, point de référence des néo-fascistes outragés, en vue d'occuper la place désormais délaissée de l'extrême droite. Quelques nostalgiques du *MSI-Fiamma*

Tricolore l'avaient vainement précédée, après la mue de *Allianza Nazionale*. Gianfranco Fini reste, en revanche, convaincu d'interpréter les sentiments de l'immense majorité des électeurs de l'Alliance Nationale, ainsi que de ses électeurs potentiels. Il a quitté, déclare-t-il fermement, la maison du père avec la certitude de ne plus jamais y retourner. Il ajoute, ce qui est hautement révélateur du paradoxe de l'extrême droite dans le paysage politique des démocraties, que depuis 1995, les valeurs comme l'antifascisme, au sens de défense de la liberté, sont partagées par tous les membres de la droite. Et de conclure : *J'ai agi selon ma conscience.*

Sortir de l'extrême droite implique cette rupture fondamentale. On oublie trop souvent que l'appellation d'usage ne signifie pas que l'extrême droite se situe dans le fil de la droite. Ces notions de droite comme de gauche appartiennent à la démocratie des assemblées et datent de la Révolution française et de sa déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

L'extrême droite, qui se positionne en réaction aux idées de 1789, récuse les acquis, les principes et les valeurs de la démocratie citoyenne. Elle est, en ce sens, réactionnaire. Elle n'a pas sa place dans ce système. Si elle est de droite, elle est une droite de rupture, pour reprendre la

typologie de Jean-Yves Camus, l'historien spécialiste du Front National. Dans cette solution de continuité qu'elle introduit au sein de la démocratie représentative, l'extrême droite combat tous les partis qui la composent, la fameuse bande des quatre dont se gausse Jean-Marie Le Pen, reprenant à son compte une formule chinoise d'après la révolution culturelle. Elle récuse justement les principes d'égalité et de liberté qui, patrimoine commun, sont au fondement des partis démocratiques. Les uns sont de gauche, ils accentuent l'idée d'égalité, les autres sont de droite, davantage attachés à l'idée de la libre entreprise. C'est ce dernier camp que rejoint dans la dernière décennie du 20^e siècle le fils indigne du fascisme italien. Et très significativement, pour en franchir le pas, Gianfranco Fini ne revendique rien de moins que les valeurs de l'antifascisme de la liberté qui sont des valeurs profondément inscrites dans la démocratie, à gauche comme à droite.

A l'inverse, Le Pen se refuse à emboîter le pas de Fini. Interrogé sur la repentance de ce dernier, le chef du Front National français prétend, le 5 décembre 2003, qu'elle ne le concerne pas. Sans doute, n'est-il pas l'héritier direct d'un parti fasciste. Mais pour fonder son parti, il s'est d'abord entouré de compagnons de route néo-fascistes, sinon fascistes purs et durs. *Ordre nouveau*, groupuscule d'extrême droite dont le nom évoque la collaboration du temps du III^e Reich nazi, préside à cette fondation du *Front National pour l'Unité Française*, le 5 octobre 1972. Si la présidence en incombe à Le Pen, ancien député poujadiste des années 50, la vice-présidence revient à Emmanuel Allot, dit François Brigneau, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire d'extrême droite *Minute* et précisément membre d'*Ordre Nouveau*, qui a lancé la nouvelle

© Comedia Spirit



Sam Touzani,
comédien-metteur en scène

Etre raciste c'est se tromper de colère, je ne vous apprends rien de nouveau, mais je crois que c'est surtout se tromper tout court. Les causes du racisme sont multiples et indémodables, enracinées dans ce qu'il y a de plus médiocre chez l'être humain. L'histoire nous a démontré que le racisme ne mène à aucune solution, si ce n'est à la «Solution finale». Cette culture dangereuse de la haine révèle avant tout le peu de considération de soi et sans aucun doute la peur de l'autre, du rouquin, du handicapé, du Flamand, de l'Africain, de l'Arabe, du Juif, de l'homme... et demain du Martien. Inexorablement, l'homme cherche un ennemi commun, de préférence «différent», fragilisé et dont les origines culturelles, ethniques ou sociales sont souvent inconnues à son

éducation. Mais n'est-ce pas cette même éducation qui est censée rapprocher les peuples et les cultures? Tout un chacun n'a-t-il pas le droit d'être respecté dans sa dignité et à sa juste valeur? N'est-ce pas la première condition pour trouver sa place dans la société? A tort ou à raison, je suis inquiet de voir la manière dont certaines minorités sont traitées dans notre plat pays. Ne nous voilons pas la face, il y a encore du boulot. Mais lorsque je constate le manque d'ouverture d'esprit qui sévit en dehors de nos frontières, je me dis que la Belgique fait presque figure d'exemple à suivre. En particulier Bruxelles que je m'empresse de déclarer «capitale cosmopolite et pluriculturelle de l'Europe». Vous traversez la ville d'Uccle à Schaerbeek ou d'Anderlecht à Laeken en une demi-heure,

tout en voyageant à travers des siècles d'histoires et de cultures différentes qui s'entremêlent. Une demi-heure qui vous transporte dans une grande partie du monde sans quitter le pays, vous enrichit de découvertes, d'échanges et de convivialité. Bruxelles la métisse adoucit le racisme de celui ou de celle qui veut bien la regarder en face. Regardez, regardez bien. Vous y verrez une mosaïque de peuples qui s'est construite autour d'une idée pourtant simple : vive la différence! C'est sans doute pour cela qu'à Bruxelles on ne pense pas en «bloc», enfin pour l'instant... Car la ville dans son flux et son reflux migratoire témoigne du fond de sa mémoire que nous sommes tous des étrangers.

© Regards



Michèle Szwarcbur,
présidente du Centre Communautaire Laïc Juif - Bruxelles

Depuis toujours, je suis persuadée que la rencontre et la connaissance de l'autre constituent le seul moyen de lutter efficacement contre le racisme, la discrimination, le repli identitaire et contre la montée toujours plus inquiétante des votes en faveur de partis extrémistes. Seules les rencontres rendent possibles les échanges entre les différentes communautés de notre pays afin que nous

puissions apprendre les uns des autres et bénéficier de la diversité des cultures qui composent notre pays. Je pense que la plupart des appréhensions, des stéréotypes, viennent d'une méconnaissance totale de ce qui nous semble étranger. La tolérance, c'est essayer de connaître l'autre en acceptant de ne pas toujours se reconnaître en lui, c'est voir dans les diffé-

rences une source de richesse et non de haine ou de conflits. C'est comprendre que la pluriculturalité de la Belgique est une chance et que seuls l'écoute et le respect mutuel nous permettront de vivre dans la société harmonieuse à laquelle nous aspirons tous. A nous de nous battre chaque jour pour que cette tolérance tant souhaitée ne soit pas utopie mais réalité.





Marc Spruyt ⁽¹⁾ : le vrai visage du Vlaams Blok

Le succès du Vlaams Blok réside dans la combinaison de deux éléments : la xénophobie et le rejet de la classe politique traditionnelle. Contrairement aux idées reçues, on estime que seuls 2 à 3 % des électeurs du Blok ont apporté leurs voix à ce parti pour des questions liées à l'identité flamande. L'appartenance à la «race blanche» et le discrédit jeté sur la classe politique sont les vecteurs principaux de sa réussite. L'adhésion se fait plutôt autour de ces deux idées fortes, qui sont les marqueurs idéologiques de l'identité commune, bien que les choses ne soient évidemment pas dites d'une manière aussi explicite. L'exacerbation des valeurs populistes et xénophobes défendues par le Blok permet de comprendre pourquoi des francophones ont également voté pour lui dans la Région de Bruxelles-Capitale. L'identité flamande n'est qu'un élément marginal de l'argumentation du Blok car l'essentiel est ailleurs. Un examen plus approfondi révèle en effet que le Vlaams Blok entend créer une sorte de nouvel ordre en Flandre et à Bruxelles, à tous les niveaux de la société, du point de vue social, culturel, économique et des relations internationales. Le nationalisme ethnique, c'est-à-dire l'appartenance au peuple flamand ou, plus largement, au «peuple blanc» comme critère discriminant, est le concept principal autour duquel serait fondé cet ordre nouveau. Les cadres du parti préconisent également l'affaiblissement progressif, voire la disparition, des corps sociaux intermédiaires, comme les mutuelles ou les syndicats. Leurs références en matière socio-économique sont tellement ultra-libérales qu'elles seraient désavouées par le plus libéral des partis traditionnels. Ils ont, par exemple, recommandé durant des années la disparition des allocations de chômage. A l'heure actuelle, le Vlaams Blok ne communique cependant plus sur ces ques-

tions, probablement afin de ne pas perdre la frange populaire de son électoral. Pour se distancer de ces thèses politiques et socio-économiques, la Flandre a mis en place un cordon sanitaire qui fonctionne plutôt bien, même s'il présente de temps en temps des porosités. Plusieurs responsables politiques et quelques journalistes ont manifesté certaines sympathies à l'égard du Vlaams Blok. Tout récemment, des personnalités publiques se sont même rapprochées de lui, lors de la création d'un comité hostile au droit de vote des étrangers. Il faut cependant souligner que ces rapprochements sont le produit d'initiatives individuelles et isolées. Ils ne procèdent pas d'un mouvement induit par les appareils et les directions des partis politiques flamands. Cette distinction est très importante parce que le Blok cherche à instrumenter ces nouvelles synergies pour prouver que le cordon sanitaire est brisé. Or, ce n'est pas le cas. Il utilise ces ralliements pour faire croire aux électeurs qu'il pèse sur le jeu politique parce qu'il sait qu'en restant dans l'opposition, il risque de laisser une partie croissante de son électoral qui attend de ses dirigeants les changements qu'ils lui avaient promis. Pour modifier la donne politique, le Blok a deux possibilités :

- 1) conserver ses positions en espérant devenir, grâce à de meilleurs résultats électoraux, un partenaire incontournable et forcer le monde politique à briser le cordon sanitaire;
- 2) se convertir en parti politique traditionnel, à l'instar de l'Alliance Nationale en Italie, en tournant le dos à ses origines idéologiques et politiques.

Aujourd'hui, rien ne permet d'affirmer qu'il a choisi la seconde option. En dépit du lissage de son discours, ses idées et ses propositions demeurent inchangées. Il ne peut évoluer dans un sens analogue à celui de l'Alliance Nationale parce que l'obsession de l'étranger et le rejet de la classe politique traditionnelle constituent la base de sa popularité et de

son idéologie. Son slogan «Assimilieren of Verhuizen». («S'assimiler ou Partir») est significatif à cet égard, même s'il est aujourd'hui beaucoup plus évasif sur les modalités d'application concrètes d'une telle politique. Il reste également fidèle à l'idée de l'expulsion des personnes naturalisées et ce, jusqu'à la troisième génération. En d'autres termes, il propose que des Belges dont les grands-parents ont été naturalisés, soient susceptibles d'être déchus de leur nationalité et d'être expulsés sur cette seule base, ajoutant qu'être à la fois flamand et musulman n'est pas chose possible... Fondamentalement, le Blok se définit comme l'héritier du VNV (Parti Nationaliste Flamand). Bien qu'il tempère son propos par quelques adaptations de circonstance, il n'a, pour l'essentiel, rien renié des thèses qui ont fait le triste succès de son modèle politique de référence. Comme lui, il entend créer une société mono-ethnique. Toutes les propositions qu'il élabore visent à la réalisation de cet objectif. Et il a parfaitement compris qu'il peut les faire progresser en jouant le jeu du système parlementaire.

⁽¹⁾ **Spécialiste du Vlaams Blok, Marc Spruyt est journaliste indépendant, rédacteur en chef du site www.blokwatch.be**

Lire notamment :

- **Wat het Vlaams Blok verzwijgt**, Leuven, Van Halewyck, 2000
- **Grove Borstels : Stel dat het Vlaams Blok morgen zijn programma realiseert, hoe zou Vlaanderen er dan uitzien?**, Leuven, Van Halewyck, 1995
- **«Le Vlaams Blok», in Pascal Delwit et Jean-Michel De Waele, *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, ULB, 1997, p. 209-217**
- **«Le Vlaams Blok et la Nouvelle Droite», in Hugues Le Paige, *Le désarroi démocratique*, Bruxelles, Labor, 1995, p. 165-181**



Le 30 mai 1997, Le Pen vient soutenir à Mantes-la-Jolie sa fille aînée Marie-Caroline, candidate Front National dans la 8^e circonscription des Yvelines. Il s'en prend, déchaîné, à la maire de Mantes la Ville, Annette Peulvast-Bergeal, candidate socialiste. Le 23 novembre 1999, la cour de cassation confirmera la condamnation de Le Pen pour violences sur personne dépositaire de l'autorité publique et fixera à un an la durée de son inéligibilité. Comme il avait été élu au Parlement européen en 1999, celui-ci prendra acte, à l'issue de toute la procédure judiciaire, que M. Le Pen n'est plus député européen à dater de ce 10 avril 2003.

➔ stratégie frontiste. L'homme n'est en rien un néo-fasciste. Son choix du fascisme date des premières années 40. Sous l'occupation nazie, il appartient à l'une de ses mouvances, le Rassemblement national populaire de Marcel Déat, fondé en 1941 pour collaborer avec les Allemands. En juin 1944, quand la fin approche, ce collaborationniste par idéologie s'enrôle dans la Milice de Joseph Darnand à qui le maréchal Pétain a confié, dès janvier 1943, la traque des résistants comme celle des Juifs. Si cette présence d'Ordre Nouveau dans la fondation du Front de Le Pen ne le constitue pas en héritier d'un parti fasciste, elle explique que tout naturellement il adapte aussitôt aux couleurs de la France la flamme tricolore qu'il emprunte au mouvement néo-fasciste *Movimento Sociale Italiano*. Le fondateur de ce parti reste, pour le Front National, le «grand» Georgio Almirante que le magazine du parti de Jean-Marie Le Pen,

Les droites de rupture

Français d'abord, du 3 décembre 2003, oppose à Gianfranco Fini, lequel, dans la lecture frontiste, multiplie les gages envers le système et les lobbies qui comptent. Pressé par le président du Parlement israélien, Reuven Rivlin, de reconnaître la responsabilité du peuple italien dans les souffrances infligées aux Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, M. Fini s'est exécuté de bonne grâce, insinue le journal de Le Pen pour amoindrir la portée de l'acte de Fini. Ce sont précisément ces souffrances juives que le chef du Front National, moins innocent qu'il ne se complait à le dire, n'entend absolument pas reconnaître. Dès la fin des années 70, la presse d'extrême droite, et François Brigneau en tête, soutient, dans *Minute*, le Professeur Faurisson, qui prétend avoir acquis la conviction que les thèses établies à Nuremberg sur les chambres à gaz, la Solution finale, etc., ne sont pas exactes. Lui Brigneau, ce jeune homme qui eut 20 ans en 1959, qui ne peut pas l'oublier et qui n'accepte pas qu'on lui refabrique son passé, réclame l'organisation d'un débat, en décembre 1978. Il faut selon lui opposer les tenants des thèses officielles aux tenants des différentes thèses considérées aujourd'hui comme sacrilèges. Pour la première fois en France depuis un tiers de siècle, plaide cette plume d'Ordre Nouveau, on va pouvoir, en pleine lumière, discuter de ce sujet terrible et tabou : la déportation et l'extermination de six millions de Juifs dans les camps de concentration allemands de 1939 à 1945. On va pouvoir examiner les faits et les chiffres, comparer les témoignages [...], bref, obtenir les preuves de ce que fut la réalité, donc la vérité. Ce débat réclamé à cor et à cris par les négationnistes n'aura jamais lieu, faute d'interlocuteurs. Les historiens prétendus tenants des thèses officielles -propos absurde, puisque si elles sont officielles, ces thèses ne sauraient être plurielles- ne se prêtent pas à habiller comme scienti-

fiques les gloses bavardes des auteurs négationnistes plus inspirés d'antisémitisme, sinon d'antisémitisme, que d'intérêt pour les faits de l'Histoire. Au contraire de ce que prétend à son tour Le Pen au milieu des années 80, il n'y a justement pas d'historiens qui débattent de ces questions. Cette assertion sert à crédibiliser les auteurs révisionnistes qualifiés d'historiens. Sorti des catacombes de l'extrême droite depuis quatre ans au moment où il se livre à ces déclarations, Le Pen est alors le chef d'un parti qui commence à peser sur le plan électoral. Les journalistes avertis n'ignorent pas les sympathies frontistes pour les thèses de Faurisson. Paul-Jacques Truffaut, du Grand Jury RTL-Le Monde veut le surprendre et l'interpelle sur celles-ci. Le Pen prétend ne pas les connaître. Mais il ne dit pas que les chambres à gaz n'ont pas existé. Lui n'a pas étudié spécialement la question, avertit-il avec ce gros bon sens qui est le déni de l'histoire. Provocateur, il lance cette formule qui fait mouche. *Je crois que c'est un point de détail de la Deuxième Guerre mondiale.* Et face au journaliste pour qui l'extermination de six millions de Juifs morts pendant la Seconde Guerre mondiale ne saurait être un point de détail, Le Pen persiste et signe : *si, c'est un point de détail de la guerre!* En 2003, à Jérusalem, Gianfranco Fini parlera, quant à lui, et c'est toute la différence, d'horreur de l'Holocauste qui oblige à agir pour que jamais plus un seul être humain ne subisse ce que le nazisme a réservé à tout le peuple juif. Même dans sa mouvance, les propos du chef de l'extrême droite française embarrassent. *Certaines déclarations de Le Pen sont horribles*, avoue Pia Kjaersgaard, la présidente du Parti populaire danois, faisant référence au point de détail. *Nous avons une ligne plus douce dans notre manière de nous exprimer. Nous n'avons pas ces gens baineux, comme chez Le Pen.* ■



© Manuel Abramowicz

Le Pen dit la vérité, prétend une affiche électorale du FN sur l'espace réservé à côté du Mouvement National Républicain, une dissidence infortunée. Dans cette image, un bâillon l'empêcherait de la dire. Le Pen ne se prive pourtant pas de dire la sienne, multipliant les infractions aux lois antiracistes et anti-négationnistes. Le 18 mars 1991, la Cour d'appel de Versailles le condamne pour ses propos sur le «point de détail», une assertion coupablement choquante et en elle-même intolérable qui banalise les persécutions et les souffrances infligées aux Juifs et aux Tsiganes par les nazis et est une atteinte très grave au souvenir, au respect et à la compassion dus aux survivants du génocide et de leurs familles.

Le 26 décembre 1997, le tribunal de grande instance de Nanterre le condamne pour l'avoir réaffirmée, à Munich le 5 décembre 1997. Flanqué de Franz Schönhuber, ancien Waffen-SS et président des Republikaner, la plus importante formation d'extrême droite, Le Pen déclare : J'ai dit et j'ai redit, au risque d'être sacrilège, que les chambres à gaz sont un détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale.



© Béga 2001/Benoit Doppeigne

Le 21 octobre 2001, Dewinter, s'inspire de Le Pen pour protester devant la VRT à Bruxelles contre la censure dont le Vlaams Blok serait l'objet à la TV flamande.



© Frédéric Raevens

Laurent Violon,
éditeur du magazine *Ma Santé*

La tolérance... un mot puissant, riche de sens, porteur d'optimisme et d'espoir, mais tellement mis à toutes les sauces qu'il faut prendre garde à ne pas le laisser perdre toute signification. La tolérance implique-t-elle en effet l'acceptation sans condition de toute opinion ou comportement, même intolérants? Je ne le pense pas... C'est pourquoi, au terme tolérance, je préfère celui de respect. Respect de l'autre, de ce qu'il est, de son parcours de vie, de ses croyances, de ses origines.

Mais un respect de l'autre doublé d'un respect de soi, de ses propres valeurs, de ses propres repères. Ce respect mutuel, c'est celui qui dit : *Je t'écoute, je t'entends, j'accepte que ton opinion soit différente de la mienne, si toi aussi tu prends en compte qui je suis, et ce en quoi je crois.* Ce respect, c'est une forme de tolérance, sans doute, mais une tolérance qui exige de l'autre le même respect. Respect de l'autre, de ce qu'il est, de son parcours de vie, de ses croyances, de ses origines. Finalement, une tolérance qui ne tolère pas l'intolérance...



© RTL-TVI

Jean-Jacques Deleeuw,
directeur général de Bel RTL

Tolérance : nom féminin venant du latin *tolerare* «supporter»
C'est bien cela «supporter», supporter parfois les remarques ineptes ou la bêtise humaine, mais aussi les opinions contraires et les raisonnements logiques. Etre tolérant, ce n'est pas tout accepter mais c'est en tout cas, tout écouter. Ecouter l'autre, puis argumenter et contre-argumenter, c'est cela la tolérance.

Vous ne convaincrez pas à chaque fois, vous ne serez pas convaincu à chaque fois non plus. Mais le doute s'instillera et l'esprit critique s'éveillera. La radio est un média merveilleux porteur de tolérance... Peu importe le statut social ou la couleur de votre interlocuteur radiophonique, la voix est vierge de tous ces oripeaux. Ne reste que le contenu. Tant mieux.



© M. Leroy / RTBF

Benoît Moulin,
chef de rédaction, journal télévisé RTBF

C'est plus facile, lorsque les difficultés surgissent, d'en rejeter la responsabilité sur l'autre plutôt que de s'investir à les surmonter. C'est rassurant de rester sourd aux opinions de l'autre, elles pourraient être l'écho de nos propres contradictions. C'est réconfortant d'être persuadé de détenir La Vérité lorsque que l'on cherche un sens à sa vie.

Et dire que pour ce petit confort, seul l'homme, qui se targue pourtant de jouir d'intelligence, a pu supporter le pouvoir de la haine jusque dans sa dérive la plus extrême : le génocide. Puisse-t-il désormais et définitivement user de cette faculté pour neutraliser la première arme des extrêmes : l'intolérance.

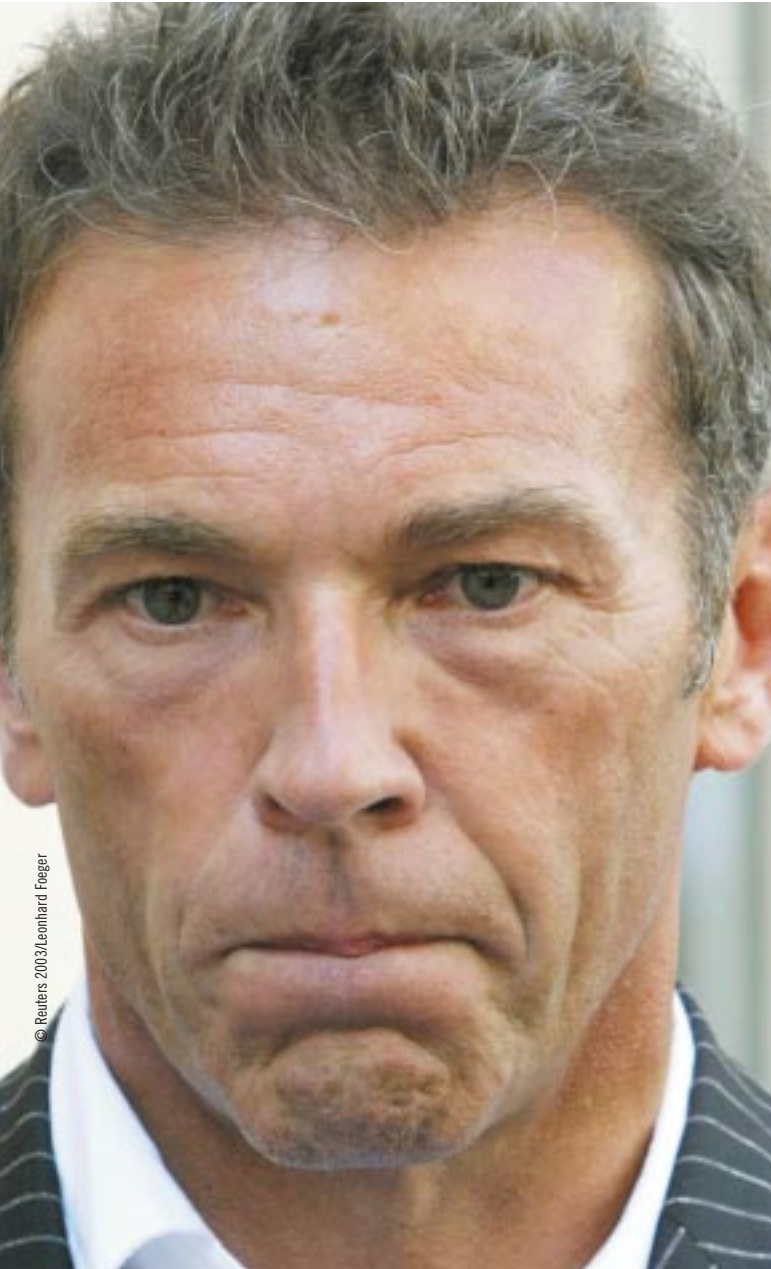


© Télénostique

Marc Moulin,
auteur, musicien

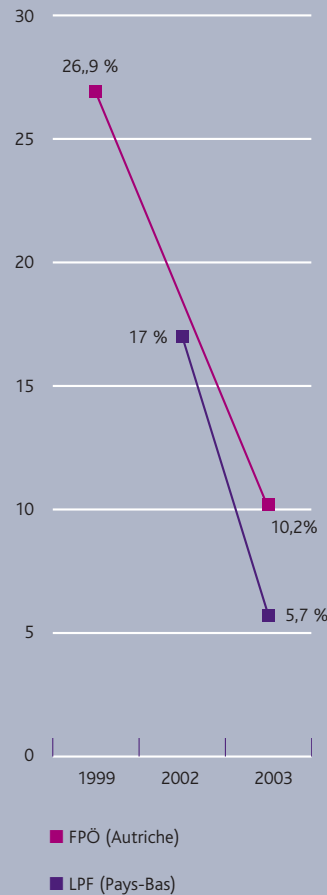
Race, sexe et âge
J'ai envie d'évoquer, au milieu de tant de justes réflexions sur le racisme et la xénophobie, des formes d'exclusion moins dramatisées, ou en tout cas moins dramatisées. Je pense au jeunisme et au sexisme. Le sexisme et le jeunisme consistent, comme le racisme, à prêter à un sexe (la femme) ou à un groupe démographique (les moins jeunes) des stéréotypes d'infériorité qu'on prétend intrinsèquement liés à la simple appartenance à des groupes. Si sexisme et jeunisme sont, dans les idées reçues, considérés comme moins graves que le racisme, ils n'en sont pas moins exactement de la même nature, et à cet égard, on aurait tort de sous-estimer leur capacité de nuisance. Et d'ailleurs, si on examine, historiquement, l'attitude de l'extrême droite vis-à-vis des femmes et des vieux, on s'aperçoit que là aussi, comme pour le racisme, il y a une forte tradition d'exclusion. Hitler encensait par dessus tout la race aryenne et... la jeunesse, et les mouvements qu'il a inspirés invoquent systématiquement la jeunesse (dans notre pays, «Jeune Europe» a fait le lien entre ces années et les Front et Blok d'aujourd'hui). Côté sexisme, on connaît la position sempiternelle des Le Pen et de Villiers, et de leurs semblables dans le monde : la femme à la maison, salariée s'il le faut mais seulement pour rester au foyer. Le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme sont abondamment réprouvés

dans le discours officiel, politique et médiatique, et par une majorité (hélas encore trop courte, d'après certains sondages) de citoyens civilisés et éduqués, les vrais démocrates. En revanche, leurs petits cousins, le sexisme et le jeunisme, semblent de moins en moins faire l'objet d'une quelconque vigilance. Le machisme, l'asservissement de la femme, le concept de femme-objet, la brutalité conjugale (qui frappe une femme sur quatre d'après une récente étude) sont omniprésents dans les mœurs, l'éducation, les attitudes, les médias (je pense à la publicité, mais aussi à la fiction), les milieux de travail, et semblent se transmettre, toutes communautés confondues, de générations d'hommes en générations d'hommes - et ironiquement souvent aussi, dans les stéréotypes intellectuels véhiculés par la femme (la mère) elle-même. A cet égard, le débat sur le voile islamique me paraît très «paille et poutre», en ce qu'il semble conférer au monde musulman une sorte de monopole de l'assujettissement de la femme. De même, on a vu dans le paysage du travail depuis vingt ans combien le "rajeunissement" des personnels d'entreprises publiques et privées est ouvertement proclamé comme le meilleur remède aux avatars et au déclin de l'économie. Je pense que si on tolère ces formes un peu plus sournoises d'exclusion, on fabrique des passerelles idéologiques où le vrai racisme devient lui aussi tolérable, par analogie.

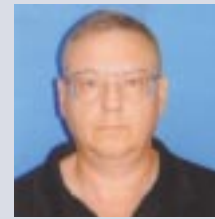


© Reuters 2003/Leonhard Foeger

Le déclin de l'extrême droite en Autriche 1999-2003 et aux Pays-Bas 2002-2003



L'extrême droite n'est pas une fatalité



Patrick Moreau⁽¹⁾ Les cas néerlandais et autrichien

Les Pays-Bas et l'Autriche ont récemment connu une forte ascension de l'extrême droite, avec la Liste Pim Fortuyn (LPF) et le Freiheitliche Partei Österreich (FPÖ), suivie d'une chute tout aussi spectaculaire. Ces deux pays se caractérisaient par un système politique fossilisé. Aux Pays-Bas, le succès fulgurant de la Liste Pim Fortuyn s'explique par un long blocage de la société néerlandaise, que l'on qualifie souvent de société compartimentée. Les grands partis géraient les grands enjeux sociaux par le non-conflit. Et lorsqu'ils ont été confrontés à des interrogations nouvelles, comme la modernisation de la société, le déclin des religions, l'arrivée massive de l'immigration, ils n'ont donné qu'une réponse technocratique d'experts à une population qui attendait des solutions simples et pratiques. Dans ce contexte, les électeurs ont eu le sentiment que les élites politiques les ignoraient ou s'étaient éloignées des «petites gens». En Autriche, la situation était analogue. Les mêmes partis sociaux-démocrates (SPÖ) et conservateurs (ÖVP) se partageaient le pouvoir depuis plus de 40 ans, sans réelle alternance politique. Cette situation a fini par générer un fort potentiel de protestation articulant des oppositions de natures très diverses. Le FPÖ, conduit par un leader charismatique Jörg Haider, allait saisir sa chance et devenir la «voix» politique des protestataires. Le FPÖ parvenait entre 1986 et 1999 à rassembler une large frange de l'électorat (26,9 % des suffrages à l'élection générale de 1999), en proposant des recettes simples et radicales. Une triple arti-

culatation sous-tendait son discours : une dénonciation du blocage de la société, du mépris des élites pour les «petites gens», des dangers que recelait l'intégration européenne et le projet d'élargissement, enfin de l'immigration. Cette dernière se voyait accusée d'être le principal danger pour la société autrichienne, ceci tant au plan de sa sécurité, de sa morale comme de son bien-être économique.

Parcours dissemblables, succès comparables

Le FPÖ est à l'origine un parti inscrit dans la tradition nationale-allemande, un courant idéologique dont le III^e Reich fera usage. Jörg Haider comprendra très tôt qu'une éventuelle accession de son parti au pouvoir passait par un abandon tactique de ce référentiel pangermanique. Haider fera bien encore dans les années 90 des références au passé, mais dans une perspective utilitariste (défense des soldats allemands de la Seconde Guerre mondiale, évocation des «crimes» des alliés, révisionnisme historique). Les années 90 ont vu l'apparition de thèmes beaucoup plus modernes, qui sont au cœur de l'argumentation de tous les partis populistes, comme la critique de l'unification européenne et la disparition des Etats-nations, le choc des civilisations, la menace de l'islam, la décadence morale, etc.

Le parcours de Fortuyn est quelque peu différent. Ce leader, dont le chemin politique a été fort long (il passe de la gauche à l'extrême droite par bonds successifs), finira par

ramasser sur son chemin un certain nombre de groupuscules et de militants d'extrême droite, mais dont la faiblesse et l'isolement politique perduraient depuis 1945. On mesure les différences avec l'Autriche, où le noyau national-allemand sera la matrice du FPÖ et lui fournira tous ses dirigeants, dont Haider. Malgré ces différences, ces deux partis remportent des succès électoraux impressionnants (la Liste Pim Fortuyn obtient 17 % des voix en 2002). Les raisons de ces percées sont fort complexes. Parmi les facteurs venant s'ajouter à ceux énumérés précédemment, on trouve la montée de la non-participation citoyenne, mais aussi la remise en cause d'un certain nombre de valeurs centrales des principes de la représentation démocratique. Les électeurs/absentionnistes ne se reconnaissent, en effet, plus dans les partis et élites politiques, estimant qu'ils ont perdu leur fonction d'instance de médiatisation. D'autre part, les populations sont inquiètes pour leur avenir. Un certain nombre de peurs hantent les citoyens : la transformation des sociétés perçue comme trop rapide, la globalisation, la crise économique et le chômage, l'atomisation de la société et la montée de l'individualisme, la place grandissante du rôle des femmes, la disparition du référentiel national, la recrudescence de la criminalité, l'immigration, etc. Les sociétés autrichiennes et hollandaises, comme nombre d'autres sociétés européennes, étaient et sont encore sujettes à un profond malaise auquel les partis politiques démocratiques néerlandais et autrichiens n'ont su qu'imparfaitement répondre.

L'illusion ne dure qu'un temps

L'effondrement de ces deux partis a pourtant été aussi rapide que leur percée électorale. L'exercice du pouvoir semble avoir été un poison pour les partis d'extrême droite. Les raisons du déclin sont tout aussi complexes que les causes de leur succès.

• Sociologiquement, ces partis sont en manque d'élites politiques. Tendanciellement, l'extrême droite populiste peut être qualifiée de «néo-prolétarienne». En

général, les personnes les mieux formées sont réticentes à l'idée de rejoindre des formations de cette nature, ce qui aboutit dans leur appareil, ou au niveau de la gestion de l'État, quand ils sont associés au pouvoir, à un déficit permanent d'élites et d'experts. Le FPÖ en 2000 placera les quelques intellectuels, professeurs et experts qu'il comptait dans ses rangs aux postes de responsabilité dans les ministères et se retrouvera sans réserve de «matière grise». Il allait, faute de ressources intellectuelles, rester trop souvent muet sur des questions importantes, ce dont ses électeurs lui feront reproche. On peut supposer qu'il se serait passé exactement la même chose avec la LPF, si son fondateur n'avait été assassiné. Là encore, cadres et dirigeants capables de gérer les affaires publiques et de structurer à long terme un parti de pouvoir étaient fort rares.

• Les partis populistes au pouvoir cessent de représenter les intérêts de leurs bases électorales. La LPF comme le FPÖ se sont ainsi retrouvés sur des positions ultra-libérales, alors qu'ils bénéficiaient d'une assise électorale forte dans les milieux précarisés et ouvriers. On rencontre ici l'une des curiosités du vote populiste en Europe : bien que le FPÖ ou la LPF n'aient jamais fait mystère de leur volonté de remise en cause de la légitimité des syndicats (et du droit de grève), le succès qu'ils remportèrent auprès des classes les plus modestes fut important. On a observé dans le cas de l'électorat du FPÖ des transferts de voix de la gauche social-démocrate vers l'extrême droite. En Hollande, de nombreux électeurs d'extrême gauche ont eux aussi changé de camp et massivement apporté leur soutien à la LPF. Ceci montre combien Haider et Fortuyn ont su faire preuve d'habileté politique en parvenant à dissimuler aux électeurs l'incompatibilité évidente existant entre leur inclination à l'ultra-libéralisme et les intérêts de leur base électorale. L'exercice du pouvoir allait révéler l'ampleur de cette contradiction, provoquant le départ des électeurs «néo-prolétariens» (le FPÖ s'effondre en 2002 à 10,2 % des voix, les sondages actuels le créditant de 4 à 5 % des intentions de votes, la LPF recule aux élections de 2003 à 5,7 % des suffrages exprimés).

• Ces mouvements de grande ampleur de transferts électoraux en faveur, puis en défaveur de l'extrême droite, montrent que son assise électorale est extrêmement volatile. Lorsque l'on fait une sociographie de l'électorat de l'extrême droite, on découvre que certains segments sociaux s'agglomèrent un temps, puis, quittent leur parti, une fois que celui-ci a abandonné un certain nombre de fronts idéologiques pour passer à d'autres, moins porteurs. Le FPÖ était ainsi en 1999 le premier parti ouvrier d'Autriche et arrivait aussi en tête chez les moins de 25 ans. Cette double caractéristique sociologique a complètement disparu en 2002. L'étude comparative des partis et formations d'extrême droite en Europe montre qu'ils fonctionnent comme des machines de guerre, qui doivent rester en mouvement. Leur succès est lié à l'exploitation systématique d'un certain nombre de référentiels forts (par exemple l'immigration), mais aussi à l'organisation rapide de campagnes autour d'un thème bien précis (EURO, pédophilie...). Lorsque celui-ci est épuisé et que le parti ne trouve pas de nouveaux «thèmes-relais», sa capacité à mobiliser ses électeurs protestataires décroît très vite. Les sujets qui ont fait le succès du FPÖ, comme le blocage de la société ou la problématique européenne, ont aujourd'hui complètement disparu parce que la grande coalition entre les partis sociaux-démocrates et conservateurs relève du passé et que les Autrichiens n'ont plus majoritairement peur de l'Europe et de son élargissement. Sensible à ce déficit, Jörg Haider s'est alors vu contraint de sortir de son chapeau médiatique de nouveaux artifices. Il choisissait

Beaucoup de jeunes interrogés par les instituts de sondage disent ignorer qui était Mussolini ou Hitler. Même en Allemagne...

ainsi d'adopter une ligne profondément anti-américaine (en rupture avec ses prises de position antérieures) et pro-irakienne. Ce coup publicitaire passait mal, les Autrichiens estimant que Haider déraisonnait. Ce phénomène de rejet a d'ailleurs puni un autre leader de l'extrême droite - Jean-Marie Le Pen-, qui s'est vu désavoué lui aussi par une partie de son électorat à la suite de dérapages verbaux.

En conclusion, l'illusion n'a guère duré. Lorsque ces partis perdent leur fonction de médiatisation du potentiel protestataire existant dans leur société, dès qu'ils cessent d'incarner une politique de rupture ou de correction des fautes du «système», dès qu'ils sont associés au pouvoir, ils sont à leur tour perçus par les électeurs comme une nouvelle composante de ce fameux «système». On a affaire à une sorte de mécanique politique, ce qui ne doit toutefois pas nous amener à penser que pour neutraliser l'extrême droite, il faille l'associer au pouvoir. Le bilan pour l'Autriche et la Hollande est clair : le déclin du FPÖ et de la LPF est évident et très vraisemblablement définitif. Mais ce constat doit cependant être nuancé car les idées et le potentiel de l'extrême droite n'ont pas disparu des sociétés autrichienne et hollandaise. L'extrême droite populiste peut donc parfaitement se ressaisir et rejouer un rôle politique important.

Sensibiliser les jeunes

Le fait que le FPÖ ait pu être en 1999 le premier parti chez les moins de 25 ans comme l'indique la lecture des sondages réalisés en Europe en ce début de 21^e siècle montrant la capacité de l'extrême droite à être attractive pour une frange de la jeunesse, est un phénomène préoccupant pour les démocraties européennes. Le contexte global reste potentiellement porteur pour toutes les formes de protestation. Les jeunes s'interrogent tout particulièrement sur leur avenir, et le pessimisme est perceptible partout.

L'extrême droite, en proposant des «solutions» aussi simplistes qu'inadaptées, s'offre comme partenaire politique et devient un moyen pour les jeunes de faire entendre leurs inquiétudes. Alors que dans les années 50, l'extrême droite était complètement ostracisée sur le plan politique - l'expérience du nazisme ayant totalement délégitimé la tentation fasciste -, on voit que 50 ans plus tard, le vote d'extrême droite est devenu un élément récurrent du comportement collectif. Une détabouisation quasi complète du vote en faveur de l'extrême droite est observable, même si le cordon sanitaire politique, moral, intellectuel fonctionne bien dans la majeure partie des sociétés européennes. L'avenir est-il sombre? La réponse est difficile, mais on peut être optimiste. Certes, les leçons qui ont été tirées de l'Histoire, du national-socialisme et de la Seconde Guerre mondiale ne suffisent plus à empêcher des poussées électorales d'extrême droite. Les survivants sont de plus en plus rares. Et l'inclination à l'oubli collectif est importante. Beaucoup de jeunes interrogés par les instituts de sondage disent ignorer qui était Mussolini ou Hitler. Même en Allemagne... Ce constat, à priori surprenant et inquiétant est compensé par d'autres indicateurs que nous révèlent ces mêmes sondages. La démocratie est considérée comme le meilleur des systèmes politiques, le racisme et la xénophobie sont rejetés par l'immense majorité des jeunes, le pacifisme est une valeur dominante. L'école, malgré ses imperfections, remplit sa tâche, même si le devoir de mémoire devrait retrouver une place plus importante. ■

⁽¹⁾ Chercheur au CNRS, Patrick Moreau est spécialisé dans l'étude de l'extrême droite dans les pays de langue germanique.

Lire notamment :

• *Haider et l'Autriche*, Editions du Rocher, à paraître début 2005

• *Les héritiers du III^e Reich. L'extrême droite allemande de 1945 à nos jours*, Seuil, 1994

• *L'Etat Hitlérien*, traduction du livre de Martin Broszat, Fayard, série l'Espace du Politique, 1986

Remerciements

Nous tenons à remercier chaleureusement toutes les personnalités qui ont accepté de prendre part au projet.

- Les scientifiques qui nous ont apporté leur concours, leur aide logistique et leur expertise :

Jean-Yves Camus, Manuel Abramowicz, Marc Spruyt, Patrick Moreau Pierre Milza et Xavier Mabille.

Les écrivains, les artistes, les femmes et les hommes des métiers de l'information, du spectacle ou de l'associatif qui ont accepté de nous faire parvenir un texte original sur la tolérance :

Amélie Nothomb, Anne Goderniaux, Annie Cordy, Benoît Blampain, Benoît Moulin, Cécile de France, Emilie Dequenue, Eric Angelini, Florence Reuter, Hadja Lahbib, Jacques Mercier, Jean-Jacques Deleeuw, Jean-Paul Andret, Jean-Pierre et Luc Dardenne, Jeff Bodart, Joëlle Demulder, José van Dam, Laurent Violon, Luc Pire, Marc Moulin, Michèle Szwarcburt, Philippe Reynaert, Plastic Bertrand, Roger Laboureur, Sam Touzani, Sandrine Corman, Stéphane Rosenblatt, Toots Thielemans.

- Les dessinateurs qui nous ont offert leurs illustrations sur le thème :

Clovis et Pascal Lemaitre.

- Les photographes et responsables presse qui nous ont permis de bénéficier de leur talent pour illustrer la brochure :

Christophe Haesevoets, Frédéric Raevens, Herman Ricour, Jean-Luc Flémal, Jean-Paul de Ville, Jos Knaepen, Lucius Barre, Marc Spruyt, Michel Leroy, Myriam Debehault, Nathalie Mazéas, Pascalito, Richard Dumas, Tanja Niemann, le Royal Excelsior Mouscron (merci en particulier à Patrick Stelandre et Jean-Noël Hovine), Comedia Spirit, la RTBF, RTL-TVI, Le Soir et TéléMoustique.

• Merci également aux yeux d'expertes de Géraldine Kamps et Béatrice Reynaerts. Merci encore à Corinne, Jessie, Charline et Renée de Page in extremis pour leur créativité et leur disponibilité.



RésistanceS

un centre antifasciste au service de la démocratie

Certaines illustrations publiées dans cette brochure nous ont été fournies par RésistanceS. Existant depuis 1997, RésistanceS est un centre de documentation, d'études et de formation pour l'action démocratique. Ils proposent des études et des dossiers sur le nazisme, l'extrême droite, le racisme, l'antisémitisme, le négationnisme, les mouvements sectaires et intégristes. Devenu la référence en la matière pour la presse belge et étrangère, ce centre propose, sur Internet notamment, une véritable ressource documentaire sur ces sujets.

RésistanceS
9 Quai du Commerce - 1000 Bruxelles
courriel : info@resistances.be
Site Internet : www.resistances.be

«Stop, maintenant ça suffit» est un document audiovisuel qui révèle le vrai visage de l'extrême droite. Les meilleurs spécialistes de ce phénomène y font comprendre ce qu'elle est pour mieux la combattre. Il est destiné à tous ceux, professeurs, étudiants, politiques, travailleurs sociaux, syndicalistes, qui veulent se mobiliser pour ce combat.

Réalisation du Gsara, avec le soutien de la Cocof, service cohabitation et insertion sociale, et de RésistanceS.

Sortie prévue : avril 2004

Quelques adresses utiles :

Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme

155, rue de la Loi - 1040 Bruxelles

Tél. : 02/233 06 11 - fax : 02/233 07 04

centre@antiracisme.be - <http://www.antiracisme.be>

CIRÉ (Coordination et Initiatives pour Réfugiés et Etrangers)

80-82, rue du Vivier - 1050 Bruxelles

Tél. : 02/644 17 17 - fax : 02/646 85 91

sec@cire.be - <http://www.cire.be>

GSARA (Groupe Socialiste d'Action et de Réflexion sur l'Audiovisuel)

26, rue du Marteau - 1210 Bruxelles

Tél. : 02/218 58 85 - fax : 02/217 29 02

info@gsara.be - <http://www.gsara.be>

Ligue des Droits de l'Homme

303, chaussée d'Alsemberg - 1190 Bruxelles

Tél. : 02/209.62.80 - fax : 02/209.63.80

ldh@liguedh.be - <http://www.liguedh.org/>

MRAX (Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie)

37, rue de la Poste - 1210 Bruxelles

Tél. : 02/217 56 94 - fax : 02/219 69 59

mrax@skynet.be - <http://www.mrax.be>

PAC (Présence et Action Culturelles)

8, rue Joseph Stevens - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/545 79 11 - fax : 02/545 79 29

info@pac-g.be - <http://www.pac-g.be>



Editeur responsable :

Serge Hustache - Présence et Action Culturelles 8, rue Joseph Stevens 1000 Bruxelles

Directeurs de projet :



Maxime Steinberg et Olivier Boruchowitch

Direction artistique :

www.inxtremis.be - Corinne Guichart



**Cette brochure est disponible gratuitement
sur simple demande au PAC
Présence et Action Culturelles
8, rue Joseph Stevens
1000 Bruxelles**

**Tél : 02/545.79.11
info@pac-g.be**

**ou via le site internet
www.pac-g.be**



Avec le soutien du Service de l'Éducation permanente - Direction générale de la Culture - Communauté française